

Recherches sociographiques



La longue marche des technocrates

Jean-Jacques Simard

Volume 18, numéro 1, 1977

Transformations du Québec contemporain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055738ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055738ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

La longue marche des technocrates

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Simard, J.-J. (1977). La longue marche des technocrates. *Recherches sociographiques*, 18(1), 93–132. <https://doi.org/10.7202/055738ar>

LA LONGUE MARCHÉ DES TECHNOCRATES

Où il est dit que :

- St-Simon avait déjà posé les dogmes des deux grandes religions de la société industrielle : le socialisme et la technocratie.
- Un livre récent portant sur le Québec d'après-guerre dépeint la Révolution tranquille comme le passage de l'âge théologique à celui de la pensée positive.
- D'après l'auteur, la Révolution tranquille porte l'ascension d'une bourgeoisie technocratique alliée à une bourgeoisie d'affaires afin de gagner la maîtrise de l'État; vise à ériger en ce pays un modèle de société fonctionnelle et techniquement parfaite, conforme aux impératifs du capitalisme avancé; laisse dans sa traînée les cathédrales bureaucratiques et les fétiches d'une nouvelle religion de la puissance légitime; aboutit à une confrontation entre affairistes et étatistes, entre l'idéologie libéraliste et l'idéologie cybernétiste.
- Réconcilié avec la société industrielle, le Québec voit naître en son sein l'utopie socialiste et rejoint les prophéties de St-Simon.

Les sciences sociales sortent des contractions et bousculades subies par l'Occident chrétien au petit jour de l'industrialisation, et résonnent du dialogue que nos sociétés poursuivent avec leur propre histoire depuis deux siècles. Alors que la religion aura été, selon le mot de Durkheim, « la science des sociétés sans science », les sciences sociales voudront d'abord se constituer en religions des sociétés sans religion. C'est que, soudain, tout change et le monde se construit, tandis que les révolutions bourgeoises — française et américaine — ont arraché des enveloppements de ces pouvoirs tombés d'en haut la *puissance* créatrice de la « société civile ». Coupable de responsabilité, l'homme découvre qu'il a toujours créé Dieu à son image. Comprendre la société pour la prendre à-bras-le-corps, lire l'histoire pour lui donner un sens : tel sera le projet des sciences sociales, comme idéologies du dépassement.

Les angoisses du Comte Henri

Sous ce rapport les archéologues de la sociologie se sont trompés de « comte ». La paternité de notre discipline revient au comte Henri de St-Simon, gentilhomme savant bâtarisé de *businessman*, plutôt qu'à son auguste disciple. Pénétré comme une éponge des flux et reflux de l'Amérique Yankee, de l'Encyclopédie et de la Révolution Française, St-Simon déjà témoigne des tiraillements idéologiques qui vont animer la philosophie de l'histoire et les sciences sociales de l'époque contemporaine. « La nouvelle religion, prêchait-il, est la collection des applications de la science générale au moyen desquelles les hommes éclairés gouvernent les hommes ignorants »,¹ c'est-à-dire « la théorie physiologique, science dont la sommité est la science de l'homme ou la connaissance du petit monde » (p. 67).

Par le biais de la légitimité ultime de la science, voici posé un premier commandement de la modernité : le « petit monde » ne s'explique pas par l'intervention de forces surnaturelles, mais répond à des impératifs et à des lois qui se façonnent en son sein même. St-Simon ne sera pas le dernier à dégager les deux lignes de force du progrès — la science et l'industrie :

« Les forces temporelles et spirituelles de la société ont changé de mains. La force temporelle véritable réside aujourd'hui dans les industries et la force spirituelle dans les savants. Ces deux classes sont, en outre, les seules qui exercent sur l'opinion et sur la conduite du peuple une influence réelle et permanente. » (P. 91.)

Cette observation implique une double interrogation : qui, de l'*homo sapiens* ou de l'*homo faber* est le grand timonier de l'histoire ? et comment réconcilier la démocratie, le règne de la majorité — et la gravitation tendancielle des savants et industriels vers la crête des vagues de l'histoire ? Bien sûr, la conjoncture au début du dix-neuvième brouille les cartes : collusion nécessaire des hommes de science et d'industrie contre une aristocratie et un clergé fléchissants; convergence objective des intérêts du peuple et des élites montantes. Mais déjà, St-Simon cherche au-delà de la révolution bourgeoise les voies qui libéreront l'avenir.

Il y trouve — et fonde du même coup — les deux grandes religions du progressisme moderne, fusionnées chez lui en une même utopie : le *socialisme*, la *technocratie*.

D'abord, « établir la propriété pour l'intérêt général de la société et non plus seulement pour l'avantage d'une des classes qui la composent » (p. 23). Il faut remettre à la « nation travaillante » ses outils, son travail, ses pro-

1. Toutes les citations de St-Simon sont extraites du petit recueil de texte choisis et présentés par Henri DESROCHE, *Le Nouveau Christianisme*, publié au Seuil en 1969, dans la collection « Politique ». Ici, page 65.

duits, et par là, plus radicalement, sa capacité de *travailler* le Monde, de lui imprimer *son* Ordre, de façonner l'Histoire. Ici règne l'*homo faber*.

Puis, transformer la domination en administration scientifique des choses, Saint-Ingénieur et Saint-Savant, — « le clergé doit être le corps scientifique » (p. 69) — soumis au vouloir populaire, neutres et objectifs, apôtres de la connaissance et de la productivité, supplantant la vieille « classe fainéante » au sommet d'une hiérarchie sociale devenue simplement technique, régie par une « science de la production » amalgamée à une « science de la liberté ». C'est le domaine de l'*homo sapiens*.

Henri Desroche résume :

« Une société aspirée par un savoir général, poussée par une passion générale, mais où le pouvoir général confié aussi peu que possible et au meilleur marché possible à un gouvernement émanerait et se diffuserait dans la généralité de la nation travaillante, lieu sociologique de cette liberté productrice. » (P. 22.)

On se doute un peu de ce que la suite du monde fera de cette utopie. Par exemple, Daniel Bell déterre chez St-Simon le fœtus de sa société « post-industrielle », ² tandis que les Russes gravent dans la pierre son nom parmi ceux des héros de la révolution communiste. La sociologie y puisera pour sa part deux orientations, sortes de HUE et de DIA du discours des sociétés industrielles sur elles-mêmes : la sociologie positiviste et la sociologie critique, c'est-à-dire fort justement, une « science de la production » vouée paradoxalement à la domination des savants, et une « science de la liberté », privilégiant plutôt l'homme travaillant.

Le positivisme remonte à Auguste Comte et enclanche le développement diversifié d'une sociologie « scientiste », analytique, quantificatrice, conçue aux fins de la manipulation de l'homme pris comme objet et de la « rationalisation du Système Social ». Il s'agit, en fin de compte, d'une sociologie taillée sur mesure pour les *managers* technobureaucratiques.

L'autre courant passe par Karl Marx. L'industrie — ou mieux, la Praxis — se place alors, plutôt que la connaissance, au cœur des mouvements profonds de l'histoire. De là rayonnent les multiples avenues de la sociologie critique au sens large, historico-génétique, c'est-à-dire tournée vers la dialectique de l'histoire comme globalité de rapports sociaux en déploiement, créateurs et créés, producteurs et produits, liés et opposés.

La vieille question St-Simonienne de la science et de l'industrie se dédouble ainsi en couples de dominos qui basculent l'un sur l'autre : *homo sapiens* et *homo faber*, connaissance et praxis, sociologie de la gestion de la société et sociologie de la société en gestation, projet idéologique et projet

2. D. BELL, *The Coming of Post-Industrial Society : a venture in social forecasting*, New York, Basic Books, 1973.

utopique, dépassement de la liberté, (pensons à B.F. Skinner qui avec son titre *Beyond Freedom and Dignity*, abat les cartes technocratiques), et dépassement de la production.

Laissons donc dormir ce pauvre Comte Henri, (qui d'ailleurs renonça à son titre au moment de la Révolution pour lui préférer — debout, les *freaks* ! — celui de « Citoyen Bonhomme »); il aura suffi qu'il nous aide à mieux comprendre le livre de Jean-Louis ROY, *La Marche des Québécois. Le temps des ruptures, (1945-1960)* (Ottawa, Leméac, 1976) et le phénomène historique dont il reconstitue la genèse, la Révolution tranquille du Québec.

La Marche des Statistiques

La Marche des Québécois, malgré ses trois cent quatre-vingt-trois pages, ne prétend pas épuiser son sujet, l'histoire du Québec de 1945 à 1960. Comme l'auteur le signale, ce « n'est pas une histoire des idées » car il s'intéresse peu aux grands débats de la place publique, aux penseurs, aux engagements journalistiques. Ce n'est pas non plus « une histoire politique » car elle ignore à peu près les hommes d'État, les rapports Québec-Ottawa, les comportements électoraux, etc. Pas question, enfin, d'histoire culturelle — le Refus global, les arts, la littérature n'y apparaissant que furtivement. Bon. Il reste quoi ? Une histoire des idées : celles des commissions d'enquête, des leaders des « corps intermédiaires », des projets de loi, des thèses de maîtrise. Une histoire politique, puisque tous les « acteurs » ici en lice s'adressent, avec une frustration plutôt pénible, à l'État. Une histoire culturelle car le discours des organisations, des leaders et des experts se charge de *valeurs*.

Il s'agit en fait, d'une histoire idéologique des idéologies. Jusqu'à la seconde guerre, selon Roy, l'orthodoxie des élites « traditionnelles » a identifié doctrine sociale et connaissance sociale : c'était l'âge des « répétitions », qui entraînait une « lente dégradation de l'irremplaçable ressource humaine ». L'effet conjugué de la Crise, de la Guerre, de la poussée démographique et de la montée du standard de vie ébranle précisément cette identification. La « connaissance » sociale prend ses distances de la doctrine qui l'enveloppait et voici que la société québécoise expérimente « une transition fondamentale. . . consécutive à l'émergence d'une connaissance factuelle et chiffrée des besoins sociaux » (p. 22). Ainsi commence l'âge des « innovations » et, si on suit bien la logique, la revalorisation de « la ressource humaine ».

Le mécanisme de la remise à jour sera ici dix fois analysé de la même manière.

Affranchis de toute doctrine par leur science, « une jeune génération de chercheurs actifs dans les écoles de sciences sociales et dans les groupes sociaux » apportaient une « nouvelle connaissance du milieu qui a grandi et enrichi les débats traditionnels. . . en suscite de nouveaux et fait apparaître des situations collectives inacceptables » (pochette). Le « traditionalisme », le mot de *tradition* même se charge d'une indicible noirceur : comme une

guillotine il tombe sèchement pour trancher le bien et le mal; malheur à celui qui en est frappé !

Quand tout va bien, les organismes, les corps intermédiaires, les clairons des « grandes fonctions sociales » brandissent bien haut l'étendard du rattrapage :

« À notre époque, ce n'est plus l'existence d'un système d'assurance-santé qui met un pays en vedette mais plutôt l'absence d'un tel système. » (P. 116.)

« Dans la société moderne, la famille est de moins en moins en mesure d'assumer à elle seule tout ce qu'exige l'enfant. » (P. 127.)

Et qu'exigent-ils, cet enfant, ces malades ? Attendez. Parfois la lumière tarde à se faire.

La C.T.C.C., par exemple s'empêtre dans « un langage imprécis » et des « vœux généraux » jusqu'à ce que ses demandes « dépassent le niveau d'un vœu général et deviennent l'objet d'une étude statistique détaillée » (p. 125). Et alors, que réclame-t-elle ? Patience encore. Prenons l'Association professionnelle des industriels : prise dans le sirop épais de la tradition elle prêche que « les patrons chrétiens ont le devoir d'adhérer d'esprit et de cœur à l'enseignement authentique de l'Église » (p. 165) et derrière ce bouclier, elle se retranche sur ses positions libéralistes, combat le « dirigisme administratif » :

« L'État ne saurait se constituer lui-même en industriel ou en entrepreneur. C'est là une attitude socialisante qui (selon l'A.P.I.) ne répond pas aux valeurs humaines, puisqu'elle rejette les valeurs humaines et spirituelles. »

Quelle implacable logique, concédons-le. Mais attention, la conversion est proche. Bientôt le président de l'Association réclame « l'élaboration d'un plan directeur de développement économique qui nous éloignera de la politique de l'à-peu-près que nous avons suivie jusqu'à maintenant » (p. 174). Enfin nous y sommes. Jean-Louis Roy félicite l'A.P.I. et, à défaut d'invoquer quelque statistique éclairante, il attribue au renouvellement du personnel dirigeant « ce nouveau réalisme et cette vigueur dans l'analyse » (p. 189).

L'État, l'État Planificateur et Providence. Statistiques + experts + groupes fonctionnels = Conscience moderne + État : voilà l'équation du Progrès.

S'agit-il de bien-être social ? « Les interventions de l'État québécois. . . ne répondaient à aucune logique de service ou d'administration » (p. 24). On s'y met : de bons Commissaires qui consultent le peuple et s'inspirent des crédos de la Société des Nations concluront que l'État « doit élaborer une politique sociale plus cohérente ». Heureusement, en 1946, le Département du bien-être social et de la jeunesse est « animé par une équipe de jeunes fonctionnaires » (p. 28). Malheureusement « l'État se trouve démuné de données précises qui lui auraient permis d'intervenir efficacement ».

« Les conflits entre les niveaux de gouvernement, l'incohérence des interventions de l'État, la lenteur du décloisonnement entre les ministères et à l'intérieur des ministères, l'absence de mécanismes de recherche et d'analyse, d'objectifs définis expliquent les effets coûteux des retards accumulés. . . » (P. 35.)

Problèmes de la jeunesse ? Le déblocage s'amorce quand « les institutions pour jeunes font l'objet d'une analyse critique dans les premiers travaux des professeurs et étudiants gradués des écoles de service social » (p. 40).

Pendant ce temps, dans les syndicats — les grèves sont à peine mentionnées — « on assiste à l'émergence de structures de réflexion et de recherche dont les travaux remettent en cause la doctrine traditionnelle. . . [et] posent en particulier la question du fonctionnement démocratique de l'État dont les abstentions et les interventions sont capitales pour le mouvement ouvrier » (p. 108).

Le mouvement coopératif ? Malgré l'ouverture d'une section spéciale du département d'économie où tous les étudiants de la Faculté des sciences sociales de Laval reçoivent un enseignement sur la coopération, « il a fallu attendre la fin de la première phase de la Révolution tranquille pour qu'il reçoive enfin de la part de l'État l'attention que lui méritait son nouveau statut au sein de la Société québécoise » (p. 241).

Côté éducation, « cette Société [. . .] est emportée par la croissance et comptabilise pour la première fois des situations de dénuement physique et social, appelant des réformes radicales ». Sitôt constituée, la Fédération des collèges classiques « s'engage dans une recherche fondamentale à caractère sociologique et statistique sur l'état de l'enseignement collégial. . . » (p. 265). L'Institut canadien d'éducation des adultes « fait valoir devant les commissions d'enquête [. . .] la nécessité d'entreprendre une recherche des structures et fonctions des services offerts par le gouvernement par rapport aux besoins réels. . . » (p. 292). Ailleurs, devant la Commission Massey, on « avait signalé les effets de l'absence d'un plan directeur de la structure organisationnelle de l'enseignement supérieur et de la recherche des sciences [sic] au Québec » (p. 343).

Nous aurions dû comprendre à la seule lecture de la liste des chapitres de cette *Marche des Québécois*.

« Le Capital humain » chiffre la misère, la maladie, la pauvreté, les conditions de vie du peuple et la pénible ascension qui, de comités d'enquête en rapports de recherche, de « jeunes fonctionnaires » instruits en politiques harmonisées, mène les statistiques vers la Révolution tranquille.

Vient ensuite « L'aménagement social et économique ». Inutile de tendre ici l'oreille pour entendre la rumeur d'une société qui se fait : les dures confrontations sociales, la répression mesquine et abrutissante du duplessisme, (Le Chef : « . . . les vérités éternelles sont toujours vraies parce qu'elles sont éternelles. . . », « . . . le pire chômage qui est le chômage du bon sens. . . »), les ripailles des Titans du Capital à même les richesses de la terre et la sueur des hommes, l'ascension ardue et les braquages timorés des milieux d'affaires autochtones, le frou-frou des soutanes dans

leurs manœuvres minutieuses et feutrées entre les maquis de la pratique sociale (syndicats, œuvres, coopératives) et les alcoves du pouvoir, l'écho faiblissant des cantiques et des crissemments de la charrue derrière le tintamarre urbain des « criards » d'autos et de la guitare électrique d'Elvis Presley. L'historien n'est pas romancier et ne parle pas de cela. Mais on regrettera qu'il réduise sa vision à celle d'un haut-fonctionnaire. Qui d'autre, en effet, ne s'intéresserait qu'au développement des organisations formelles et au progrès, à coup de concepts de plus en plus « rationnels », « articulés » par les porte-paroles des corps constitués, vers une société fonctionnelle qui, des experts modernistes aux gestionnaires éclairés jusqu'à l'impulsion étatique, finira bien par rejoindre le monde vivant.

La dernière partie du livre traite de « La transmission du savoir », comme de raison. On connaît maintenant la recette : constat comptable des carences, colloques, études et rapports, organisation, ébauches de politiques étatiques rationnelles. . . voici l'aube des Temps Modernes.

L'État. Pensons-y bien. De quel promontoire social peut-on concevoir la misère, l'ignorance et la solitude du peuple comme jauges du « Capital humain » ? La lutte des classes sur divers fronts comme une question d'« Aménagement socio-économique » ? La mise au point d'un appareil bureaucratique de contre-éducation obligatoire³ comme « la transmission du savoir » ? Du sommet de l'État productiviste, centralisateur, gestionnaire inspiré de la Société-Machine. L'auteur s'y trouve idéologiquement campé, au cœur de la décennie soixante-dix, et de là il relit l'histoire récente du Québec afin d'expliquer, justifier et légitimer, non pas le passé, mais la situation présente.⁴

Ainsi suggère-t-on que la « marche des Québécois » — de tous les Québécois, vous entendez ? — coïncide avec l'ascension d'une classe d'experts, scientifiques, techniciens, *managers*, supposément désintéressés et guidés par une « rationalité » virginale. Plus encore, que cette montée résultait d'une réponse « scientifique » aux « exigences de la croissance » ou aux « impératifs de la technologie », qu'en un mot, elle embrayait le Québec dans un mouvement historique universel, déterminé, inévitable : celui de la *Modernisation*. Ne croirait-on Auguste Comte ressuscité, alors que le Québec passe de l'état métaphysique à l'état positif, du règne des clercs à celui des ingénieurs et des savants ?

Remarquez, Roy n'a pas tout à fait tort, au contraire. La Longue Marche des technocrates a bel et bien eu lieu, et se poursuit encore. Elle a bien besoin d'une apologétique, de renhausser ses positions d'un peu d'humus historique. Car la lutte n'est pas terminée et il s'agit bien d'une lutte : lutte contre d'autres groupes ascendants, contre d'autres idéologies, contre des *establishments* sortants, contre les faits et contre l'homme, parfois.

3. Le mot est de Paul Goodman, comme on sait.

4. En ces pages mêmes, nous avons essayé de montrer comment les auteurs d'un autre ouvrage récent, *Québec 2001, Une société refroidie*, s'adonnaient exactement à la même tâche, mais en prenant plutôt l'avenir en mire que le passé. Voir : *R.S.*, XVII, 3, 1966, pp. 307-392.

DE L'OBSCURANTISME AU CYBERNÉTISME

« Désormais ! » « C'est le temps que ça change ! »

La Révolution tranquille jaillit à la surface de notre histoire avec des cris de rupture : vite tourner la page, comme en ménagement d'une conscience meurtrie, sur un trop long blocage. Il y avait Maurice Duplessis, dont la médiocre statue hantera d'une plainte muette les purgatoires institutionnels, passant des sous-bassements aux troisièmes sous-sols en attente de son rachat. Bon, cela fournit un pôle sur lequel, par la suite, on aura tendance à se braquer : les étudiants des C.E.G.E.P. parlent du « temps de Duplessis » comme du précambrien et toute une vague de politiciens évitent le reflux que semble réclamer l'histoire grâce à la digue de leur noble combat contre Le Chef.

Passé dans l'Hadès des symboles, Duplessis n'est quand même qu'un signe. Le signifié, c'est le Grand Blocage. Remonter à ses sources nous entraîne loin derrière; jusqu'aux Rouges, puis aux Patriotes et de là, à la Conquête et au Régime Français lui-même. Et puis, le rétablissement n'apparaît pas par génération spontanée; on le voit se préparer entre les deux guerres. Enfin, si la fracture de la Révolution tranquille fut superficiellement politique, elle s'inscrit dans un basculement profond où toute la société québécoise trouve sa configuration contemporaine. Tels seraient les moments des propos qui suivent. En filigrane, nous voudrions montrer, bien malhabilement et bien imparfaitement, qu'Auguste Comte se trompait plus que Marx; que, comme on dit avec humilité chez les intellectuels français, *au Québec en tout cas*, ce sont les contractions du mode de production qui enfantent les sociétés, tandis que l'État et les idéologues se chargent de tirer et de pousser, tâches essentielles tout de même.

Le lecteur initié ne trouvera guère ici de faits nouveaux, sauf peut-être quelques miettes à la fin. Lier de façon un peu cohérente des éléments de connaissance aujourd'hui banalisés, pour faire ressortir les filiations qui aboutissent à la Révolution tranquille et jeter ainsi quelque lumière sociologique sur notre situation actuelle, voilà notre objectif.

A) *Le Repli*

On se passera d'un long rappel de cette thèse désormais fort répandue selon laquelle les Canadiens français ont été repoussés en marge du capitalisme par la monopolisation anglaise, puis américaine du pouvoir économique. En retour, et sous l'influence du clergé, ils auraient méprisé les grandes activités économiques pour exalter plutôt les occupations rurales, libérales et cléricales, perdant de la sorte prise sur le monde réel en

émergence.⁵ C'est incontestable. Signalons que le mauvais pli remontait déjà au Régime Français : les politiques mercantilistes de la Métropole décourageaient systématiquement le développement d'une économie coloniale autonome. La retraite forcée vers la terre n'avait donc rien de bien neuf pour l'ethnie francophone enracinée en ce pays, même au lendemain de la Conquête. Les échecs successifs des tentatives amorcées par la bourgeoisie du cru en vue de forcer, par le biais de l'État (les Patriotes et les Rouges) ou celui des affaires (les entrepreneurs de la fin du dix-neuvième), les portes du ghetto économique se sont soldées par des échecs. Seule victoire : la colonisation, soutenue quand même par une intendance industrielle non-autochtone, et le nationalisme ultramontain, bien catholique, l'une et l'autre moussés par le clergé.⁶

Or, par ce repli bienheureux achevé avant la fin du siècle dernier, le peuple canadien-français se voit détourné des avenues de la pratique qui, hélas, dans l'Occident de l'époque et au moins pour le siècle à venir encore, constitueront les médiations premières par lesquelles les hommes façonneront leurs rapports au monde, *pour s'y traduire et se le traduire* : l'industrie, la science, la grand'ville.⁷ Nous les subirons plutôt que de les créer, c'est-à-dire les imprégner de notre identité. Il y aura dès lors ici, comme chez les forains du Racine Greater Show, un *main show* où celui qui a le pouvoir, lire : le capital, le garde; et un *side show* où se produisent les avaleurs de sabres et les plus grosses femmes du monde, tristes tréteaux où ceux qui n'ont rien d'autre que leur identité la soufflent en univers parallèle, plus vrai que le vrai.

B) *L'Amorce*

Alors même que Victoria Regina s'occupe de consacrer dans l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ce *statu quo* (à Ottawa les infrastructures

5. Voir : R.F. DESROSIERS, « La question de la non-participation des Canadiens français au développement industriel au début du XX^e siècle », in R. COMEAU, (éd.), *Économie Québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969.

6. Voir : J. HAMELIN et al., *Histoire du Québec*, Paris, Edisem, 1976; A. GARON et al., « La bourgeoisie canadienne-française et ses fondements historiques », *Recherches sociographiques*, VI, 3, 1965; Fernand DUMONT, (sous la direction de), *Dossier sur l'idéologie des Rouges dans le Québec du milieu du XX^e siècle*, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, décembre 1971, (miméo.); F. DUMONT, « Idéologies au Canada français, 1850-1900 : quelques réflexions d'ensemble », *Recherches sociographiques*, X, 2-3, 1969; J. HAMELIN, « L'Évolution économique et sociale du Québec, 1851-1896 », *Recherches sociographiques*, X, 2-3, 1969.

7. Marx, comme plusieurs de ses contemporains, a été frappé par un caractère absolument singulier de la société capitaliste industrielle : l'économique s'arrachait des cadres politiques et culturels qui, dans les sociétés pré-capitalistes, contenaient les activités et les rapports sociaux d'approvisionnement matériel. Je pense que la « détermination en dernière instance » de l'économique est une généralisation empirique portant sur le capitalisme; on risque de s'égarer à vouloir la plaquer trop mécaniquement sur les sociétés non capitalistes.

des grands marchés et la monnaie; à Québec la cuisine et le bon peuple), l'industrialisation proprement dite commence à ramper sur le Québec. Lentement d'abord. Sans cheval vapeur ni cheval de fer, nos chevaliers d'industrie lancent à pied leur croisade, portés, faute de mieux, par une abondante main-d'œuvre à bon marché qui hante les villes ou pâtit en campagne. Puis, au tout début du vingtième siècle, sur les fils de l'énergie hydro-électrique et grâce aux monopoles américains, le mouvement démarre à plein régime.⁸ Nous voici de plain-pied, écrira Jean Hamelin, dans un autre univers :

« Celui de l'économie industrielle dominée par le capitalisme financier et tentaculaire, et caractérisée par la vie urbaine, le syndicalisme, la socialisation. »⁹

Des interrogations

Les transformations rapides de l'économie et de la société qui accompagnent l'industrialisation à l'américaine créent un climat propice à une remise en question de l'ordre établi :

« Les Canadiens français découvrent alors que leur mode de vie s'oppose non seulement à celui du Canada anglais, mais aussi à celui qui prévaut dans toute l'Amérique du Nord. »¹⁰

La Grande Crise viendra souligner brusquement leur infériorité, leur marginalisme économique. Certains soupçonnent l'idéologie nationaliste du repli; comment, en effet, se demande Esdras Minville, « une société qui méprise le progrès économique et les multiples moyens de le réaliser peut-elle être à l'avant-garde du développement industriel » ?¹¹

Se poser la question, c'est y répondre. Aussi, rapportera Yves St-Germain :

« Des intellectuels avertis et orientés vers l'action, des hommes d'affaires bien au fait de l'évolution économique contemporaine tentent de faire reconnaître la nécessité pour les Canadiens français de prendre une part plus active au monde de la finance, des affaires, de l'industrie et de la technique. »¹²

8. A. FAUCHER et M. LAMONTAGNE, « L'histoire du développement industriel au Québec », in M. RIOUX et Y. MARTIN, *La société canadienne-française*, Montréal, H.M.H., 1972.

9. J. HAMELIN, *op. cit.* (1976), p. 157.

10. F. OUELLET, in CORNELL et al., *Unité et Diversité*, Montréal, Holt Rinehart, 1971, p. 393.

11. Rapporté par F.-A. ANGERS, « La Pensée économique d'Esdras Minville », in *Économie Québécoise*, *op. cit.*, pp. 465-483.

12. Y. ST-GERMAIN, « La Société québécoise et la vie économique ; quelques échos de la décennie de la grande ambivalence », in *Économie Québécoise*, *op. cit.* Nous soulignons.

Génération nouvelles auxquelles il faut s'intéresser car elles feront des petits. Elles œuvrent sur deux fronts; dans le monde des affaires, on retrouve ces « avocats financiers ou administrateurs au compte des propriétaires de grands capitaux » que Falardeau a identifiés au personnage de roman Robert Lauzé¹³ ou ces « ingénieurs, ingénieurs des mines, ingénieurs forestiers » dont parle Minville dès 1927 en même temps que des « ingénieurs agricoles, économistes, sociologues (?), juristes »¹⁴ qui grenouillent sans doute aux franges du gouvernement provincial ou dans les milieux de l'éducation supérieure comme les H.E.C., l'École Polytechnique ou celle des Sciences sociales de Laval, un peu plus tard. Il y a là, se plaint Minville, « des compétences que nous n'avons pas apprises à utiliser », c'est-à-dire des fonctions bien contemporaines qui plafonnent, s'intègrent mal dans la structure des carrières alors ouvertes à l'élite québécoise. On sait que l'esprit critique s'abreuve goulûment à de telles sources.

Entre le « Maître de notre propre destin » d'Édouard Montpetit, un économiste laïc, et le « Notre Maître le Passé » de Lionel Groulx, un historien chanoine, les ambivalences du discours progressiste vont tenter de prescrire les conditions de la rénovation sociale canadienne-française. Tandis que Groulx fustige « ceux qui n'ont rien à voir et ne veulent rien avoir de canadien-français », parvenus « adorateurs du veau d'or et d'argent » pour qui « nous sommes par trop une race de pauvres gens », Montpetit répond :

« Un élément nouveau, la richesse, est apparu. Au double devoir que nous a légué le passé s'ajoute celui d'être de notre époque en manifestant sur un terrain nouveau nos activités renouvelées et instruites. Pour beaucoup, on ne saurait trop le répéter : la question nationale est une question économique. »¹⁵

Touché ! murmurent toutes les classes ascendantes qui aimeraient bien chercher ailleurs que dans le *Traité classique d'économie politique selon la doctrine de Léon XIII, avec application au Canada* les principes et les pratiques de la gestion des affaires humaines de ce côté-ci de la transcendance, et pensent « que si nous voulons accomplir nos destinées, il nous faut chercher, pour les appliquer à notre pays, les meilleures solutions industrielles et sociales ». ¹⁶

On peut chercher de diverses manières. Plus silencieuse est la voie des hommes d'affaires, dont le « rôle historique au plan de l'idéologie et du

13. J.-C. FALARDEAU, « Origine et ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française », *Recherches sociographiques*, VI, 1, 1965, p. 38.

14. Cité par ANGERS, *op. cit.*, p. 476.

15. « Vers la Supériorité », rapporté par F.-A. ANGERS, « L'industrialisation et la pensée nationaliste traditionnelle », in *Économie québécoise*, *op. cit.*, p. 423.

16. MONTPETIT, cité par J.-C. FALARDEAU, *L'Essor des sciences sociales au Canada français*, Québec, Ministère des affaires culturelles, 1964, p. 25.

leadership a été à peu près nul », ¹⁷ bien qu'ils se portent plus volontiers vers les notions libéralistes de réussite, d'esprit d'entreprise, d'accumulation, d'ascension individuelle. Comme dit le journal financier *L'Information* : « Qu'on nous donne vingt-cinq chefs d'industrie ou financiers de plus, on verra les résultats. » ¹⁸

L'intelligentsia, de son côté, voit plus loin : elle parle déjà comme un sous-ministre péquiste. Minville, par exemple, appelle le gouvernement provincial à « stimuler l'entreprise privée languissante, compléter l'initiative privée insuffisante, remplacer l'initiative privée impuissante », ¹⁹ se soucie de planification scientifique, de politiques sociales harmonisées aux politiques économiques, de croissance balancée des centres et des régions, et même des « changements de mentalité » devant accompagner le développement. En vingt-sept, Montpetit propose le regroupement des « compétences » dans un Conseil d'orientation économique chargé d'éclairer l'État « dans la lourde tâche d'imprimer une direction rationnelle au développement économique de notre province » et souhaite dès 1936 que l'on entreprenne ce que F.-A. Angers appelle l'inventaire des ressources naturelles du Québec comme prélude d'une grande politique économique de mise en valeur et de développement. ²⁰

Une réponse provisoire

N'allons pas croire que ces propos tombent dans l'oreille d'un sourd : au contraire, les *establishments* traditionnels font, très délibérément, la sourde oreille car on y craint, selon le mot de Gérard Fortin, « encore plus l'État que le Capital ». ²¹ La marge de manœuvre est bien mince. En 1939, on parle de fédérer la douzaine de coopératives de pêcheurs gaspésiens; les grosses compagnies s'y opposent.

« Monseigneur, écrit le ministre provincial à l'évêque de Gaspé, n'allez pas trop vite, je vous en prie, vous ne savez pas à quelles pressions nous sommes soumis ! » ²²

17. J.-C. FALARDEAU, *op. cit.* (1965), p. 43.

18. Cité par ST-GERMAIN, *op. cit.*, p. 457.

19. Cité par ANGERS, « La pensée économique. . . », *op. cit.*, p. 474.

20. *Idem*, p. 472. C'est entendu, nous offrons aux économistes de Montréal un clairon trop exclusif. Comprenons que nous voulons polariser un discours qui pénètre et émane d'un cercle plus large, bien qu'encore fort circonscrit dans la société québécoise de l'entre-deux guerres. Même chez ceux que nous citons, le « progressisme technocratique » se dégage mal d'une gangue corporatiste, conservatrice, prudente.

21. G. FORTIN, *Recherches sociographiques*, VI, 1, 1965, pp. 47-58.

22. J.-L. ROY, *La Marche des Québécois*, *op. cit.*, p. 212. En 1950, les empiètements de l'État tirent un cri du cœur du président de Grand-Mère Knitting Co. Ltd. : « Le Canada est visé par un plan préparé par le KINIMTERM. » Ce M. Thibeault dévoile l'existence, sans doute, d'une organisation intermédiaire de l'internationale kinimiste. On comprend mieux qu'après un regard furtif à la fameuse « Lettre de Fatima », Pie XII ait murmuré : « Pauvre Canada » !

Ce contexte étouffant explique la stratégie industrielle d'un Minville qui prévoit miser d'abord sur une solide agriculture à la base — notre « vocation » nous y prédestine — puis greffer là-dessus des petites industries avant que d'atteindre prudemment les paliers supérieurs de l'activité économique, « comme une dent » explique son disciple Angers, « qui pousserait sous une autre déjà installée ».

Évitant un sérieux mal à la machoire, la coalition des clercs, des notables de province et du grand capital — moins on le mentionne celui-là, plus il est facile de l'oublier — ne bougera pas. Soit, la Crise pose la question du capitalisme sauvage; mais à quoi servirait aux Canadiens français de « se manger entre eux-mêmes » ? Le consensus se rabat sur la doctrine corporatiste, qui ne manque pas d'excellentes références catholiques : la France de Charles Mauras, l'Italie de Mussolini, le Portugal de Salazar et l'Espagne de Franco. Nous sommes en Amérique. La doctrine restera doctrine. Par Paul Gouin ou le docteur Hamel, plusieurs idées du nationalisme économique pénétreront l'alliance électorale des Conservateurs et de l'Action libérale nationale de 1935. Duplessis au pouvoir, c'est le coup d'État qui avorte. Les progressistes vont devoir prendre le maquis.

Dans les écoles supérieures et les universités, donc, mais aussi dans les mouvements coopératifs et syndicaux, les collèges classiques, la Jeunesse étudiante catholique et la J.O.C., voire dans l'Ordre de Jacques Cartier, sorte de franc-maçonnerie du pauvre, les intellectuels d'action trouveront leur vocation altruiste, le moyen de se reproduire et de fourbir leurs armes. De leur côté, les praticiens des affaires vont aller, dans la grande entreprise, les Caisses Populaires, l'Assurance-mutuelle ou à leur compte, dans les Chambres de commerce et l'administration municipale, former « les vingt-cinq chefs d'industrie » ou les trois cents *Babbitt* qu'il leur faut pour « voir les résultats ».

L'échec de l'entreprise de restauration a laissé des débris : ceux de l'avenir. Malgré les tiraillements entre l'intelligentsia et les milieux d'affaires canadiens-français, l'unanimité qui règne encore se trouve à jamais lézardée. On le sent; Falardeau le confirme : désormais, écrit-il, existerait au Québec « une double échelle d'évaluation sociale » :

« La première, autochtone, qui reflétait les valeurs traditionnelles dominantes et la seconde, plutôt nord-américaine d'origine, axée sur le succès économique. »²³

23. Référence atteignant la puissance quatre. Marcel RIOUX paraphrase ici Guy Rocher rapportant lui-même les propos de Falardeau. In « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec », *Recherches sociographiques*, VI, 1, 1965, p. 24.

C) *Le grand bond en avant*

S'agissant de la Révolution tranquille, la période qui va de la Seconde Guerre mondiale aux années soixante s'impose comme celle de la gestation immédiate : le Québec passe sous le régime capitaliste de la seconde génération, caractérisé par la participation délibérée de l'État à la gestion de la croissance, l'exploitation du travail intellectuel, la monopolisation du *management*, la consommation. Ce mouvement n'est pas encore terminé à l'aube des années quatre-vingt et chevauche d'autres tendances moribondes. Les règnes, en somme, se superposent dans une société engrossée d'un avenir de père inconnu. Ici, nous cherchons le père.

Vers une économie différente

Chose certaine, la productivité de notre économie connaît une poussée fulgurante à la faveur de la Guerre de 1939-1945, en congruence avec l'accélération de l'économie américaine dont elle forme une région. Entre 1940 et 1950, les investissements se multiplient par trois et la valeur réelle de la production double par rapport aux vingt années précédentes. En dix ans, l'augmentation de l'emploi industriel équivaut à la croissance observée pendant les cent ans qui se sont terminés en 1939. Le taux de chômage de 15% d'avant la guerre a presque entièrement fondu en 1950. Au même moment, 50% des salariés œuvrent dans l'industrie, tandis qu'un seul sur cinq reste dans l'agriculture. Huit personnes sur dix trouvent à s'employer dans les villes et les villages plutôt que sur la terre ou dans le bois.²⁴ Les salaires montent proportionnellement plus vite que le nombre des effectifs du travail; pour la seule période de la guerre, les revenus bruts des ménages doublent.

« On a peine à imaginer l'impact sur une société d'un gonflement aussi subit de l'emploi. . . associé à un bond encore plus important au chapitre des salaires, et de la prospérité dont pouvait jouir le simple citoyen. »²⁵

D'abord, le mouvement de prolétarianisation des travailleurs se confirme une fois pour toutes. « Comme catégorie sociale, affirme André Laurendeau en 1947, l'ouvrier et non plus le cultivateur représente la majorité ! »²⁶ Et avec lui, les confrontations syndicales. Tout au long de la Crise, les grèves se produisaient à un rythme d'une vingtaine par an, en 1937 elles sautent à quarante-cinq puis, avec la Guerre, franchissent le cap de la centaine par an, dont plusieurs — fait notable — suivent des débrayages pan-canadiens : à

24. A. FAUCHER et M. LAMONTAGNE, *op. cit.*, pp. 273 et suivantes.

25. É. DUMAS, *Dans le sommeil de nos os : quelques grèves au Québec de 1934 à 1944*, Montréal, Leméac, 1971, pp. 13-14.

26. A. LAURENDEAU, « Le quatrième état dans la nation », *L'Action nationale*, XXX, 2, octobre 1947, p. 84.

la remorque des unions internationales, les Canadiens français prennent des cours en *business-unionisme*. Ensuite viennent les épiques combats de l'Amiante, puis de Murdockville.²⁷

Et puis « la société de consommation » : c'est au Québec que la consommation « au détail » connaît le taux de croissance le plus élevé au pays, que les autos et les véhicules de tout genre se multiplient le plus vite. Entre 1950 et 1960, les appareils téléphoniques doublent et on achète un million cent mille postes de télévision.²⁸ En 1958, Tremblay et Fortin trouvent que l'endettement atteint le tiers du revenu réel d'au moins 65% des familles salariées.²⁹ On n'en est pas à la mythique société d'abondance, mais cela suffit pour que l'éthique du *good life* à l'américaine transpire par les fissures ouvertes dans l'esprit de clocher. Fortin constate une homogénéisation des besoins en ville comme en campagne³⁰ et Laurendeau pleure la « dénationalisation de la classe ouvrière » dans une société « axée sur le profit, sur le rendement maximum, les grandeurs économiques ».³¹ Tandis que les vieilles élites cherchent dans les verts pâturages les gènes supposément purs de notre négritude, le peuple, lui, emprunte chez les Américains ce que la quête de l'authenticité culturelle dans les presbytères s'avère incapable de fournir. L'ethno-folklore passe, Willie Lamothe et le *rock'n roll* restent; l'automobile portera désormais les couleurs du *machismo* canadien-français et incarnera la réussite sociale. Il faut dire que, dès 1937, Evrett C. Hughes repérait l'américanisation des loisirs, des modes et des lectures populaires.³² La culture américaine, en l'occurrence, passe par les biens de consommation.

Sous la surface, au colonialisme économique qui est la règle depuis les années vingt, se greffe une tendance très ferme du mode de production capitaliste : celle de la concentration technique et géographique des entreprises, au sein de l'empire économique américain et de ses colonies comme le Québec. Cherchant les spécialistes, les moyens d'étude, les facilités de transport dont elles ont besoin, les entreprises se serrent les unes contre les autres dans les centres métropolitains; de plus, celles qui surnagent tendent à couvrir et à élargir par la production massive le marché qui les occupe : le cénacle décisionnel se comprime sur lui-même, resserre et étend les liens qui le soudent aux salariés et aux consommateurs. Les gros dévorent les petits : de 1954 à 1964 au Canada, quatorze secteurs industriels et commerciaux sur

27. Voir : É. DUMAS, *op. cit.*

28. J. L. ROY, *op. cit.*

29. M. A. TREMBLAY et G. FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, P.U.L., 1964.

30. G. FORTIN, « Milieu rural et milieu ouvrier, deux classes virtuelles », *Recherches sociographiques*, VI, 1, 1965, p. 51.

31. Cité par G. DURAND, « La pensée socio-économique d'André Laurendeau », in *Économie québécoise*, *op. cit.*

32. Voir : *Rencontre de deux mondes*, Montréal, Boréal Express, 1972.

quarante-trois connaissent un accroissement de la concentration.³³ Au Québec, en 1970, la petite industrie (85% des établissements) occupe 22% de la main-d'œuvre, la moyenne (13% des établissements) fournit 26% des emplois; mais 53% des travailleurs sont à l'emploi de la grande industrie, qui ne compte que 3% des entreprises ! A-t-on affaire à des multinationales ? La grande industrie expédie 60% des exportations québécoises.³⁴ Ajoutons à cela les grands *holdings* financiers du type Power et Argus, et la concentration sous-terrainne du véritable pouvoir décisionnel par resserrement du réseau d'interpropriété dans tel ou tel secteur. Par exemple, les *trusts* du papier ou de l'acier.³⁵

Fondamentalement, qu'est-ce que cela signifie, sinon l'érection d'appareils bureaucratiques intégrant et hiérarchisant dans une même pyramide fonctionnelle les Maîtres à produire, les sous-traitants, les fabricants et les vendeurs, les impératifs de la croissance de la production et ceux de l'augmentation des besoins, de la demande ? Dans la logique de l'accumulation, on atteint, avec les trente dernières années, la phase où la réduction de l'anarchie à l'intérieur du système économique passe au premier plan : éviter la multiplication des centres indépendants d'intervention, régulariser les relations de travail, contrôler les marchés pour canaliser et standardiser la demande, uniformiser sur la plus vaste échelle possible les pratiques administratives et décisionnelles, stabiliser la courbe des bénéfices, coordonner, régulariser, rationaliser. En cela, se manifestent les raisons en même temps que les effets du processus de concentration : il prétend rationaliser l'effort industriel de toute la collectivité en concourant à resserrer la monopolisation des richesses ajoutées, ce qui relance le lourd volant de la concentration, de la production de masse et de la croissance.³⁶

La société cybernétique

Partout en Occident, la grande crise a exacerbé les critiques adressées au capitalisme sauvage : il faut domestiquer le capital, réduire les misères les plus criantes, éviter les mortelles incartades où les millionnaires découragés sont seuls à avoir le choix du suicide. Aussi bien dans le facisme que le *New Deal* de Roosevelt, transparait la volonté d'une ingénierie socio-économique confiée à l'État. Par ce biais, la Raison Technique de Keynes prend le pas sur la Main Invisible d'Adam Smith. Nostalgiques des beaux jours de la

33. G. ROSENTHAL, « The Relation between Foreign Control and Concentration in Canadian Industry », *Revue canadienne d'économie*, XXIII, 1, février 1970, pp. 14-38.

34. J. GIRARD, *Géographie de l'industrie manufacturière du Québec*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1970; voir aussi : Y. ST-GERMAIN, *op. cit.*

35. Voir : *Financial Post*, 17 janvier 1970, p. 18.

36. Sur les conditions contemporaines du développement des entreprises, les premiers chapitres du *Nouvel État Industriel*, de J. K. GALBRAITH (Paris, Gallimard, 1968, pp. 13-107) restent édifiants.

force brute, de la spéculation effrénée, du banditisme d'entreprise, les capitalistes rechignent.³⁷ Mais la guerre impose le centralisme étatique, la planification, la collaboration travail-capital-pouvoir. C'est une guerre de productivité, où la politique devient économique et l'économie décide des politiques. Or, ça marche : la productivité monte en flèche. Le « boche » écrasé, le capital a compris. On reconvertit partiellement l'appareil martial de production vers la consommation privée et les publicités télévisées se substituent aux propagandes guerrières. La production massive appelle la consommation massive et celle-ci exige l'uniformisation des besoins. En retour, cette uniformisation s'appuie sur un standard minimal, un « panier de base » de la consommation que les politiques gouvernementales assurent à tous par une certaine redistribution des revenus.

Ce n'est pas tout. Comme Touraine le dit bien, sous un régime de production massive les déterminants de la croissance de la productivité dépassent les cadres restreints de l'entreprise : recherche scientifique, programmation du changement, formation professionnelle et éducation, diffusion d'attitudes favorables à la croissance « sont de plus en plus étroitement liés à ce qu'on pouvait appeler autrefois les forces de production ».³⁸ Ainsi s'impose la nécessité d'une intégration de toutes sortes de travaux et de fonctions sociales abandonnées hier à l'Église ou aux collectivités locales. La productivité d'ensemble du Système Social en tant qu'appareil économique prend alors le pas sur les valeurs d'accumulation et d'enrichissement privés qui dominaient la première phase du capitalisme. Deux conclusions s'imposent : 1. l'organisation, la rationalisation de tous les domaines du *travail* qu'une société exerce sur elle-même et son monde deviennent nécessaires; donc, 2. l'État et l'Entreprise doivent œuvrer dans le même sens, se compléter mutuellement. Pour transformer la Société en appareil technique, l'Entreprise (où cela paye), l'État (où cela ne paye pas à court terme), concourent à une bureaucratisation généralisée de la vie en commun. Et comme l'implacable unité d'intention du productivisme évacue à l'avance les débats sur les grands objectifs que devrait poursuivre la communauté nationale, il ne reste qu'à discuter des moyens et des fins secondaires. La-dessus, ceux qui œuvrent au sommet des appareils de production/information détiennent le langage technique, donc un avantage qui déprécie le non-initié.

37. Joseph SCHUMPETER en a parlé dans *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (Paris, Payot, 1972). L'économiste autrichien de Harvard est venu au Québec en 1945, pour faire un exposé au congrès de l'Association professionnelle des industriels. Il répondra aux angoisses de nos hommes d'affaires en prêchant la coopération travail-capital « dans la reconnaissance du leadership patronal » mais avouera que seule la grande entreprise peut disposer d'un capital suffisant pour affronter les syndicats et suivre la poussée technologique. (J. L. ROY, *op. cit.*, pp. 170 et suivantes).

38. A. TOURAINE, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969, pp. 7 et suivantes.

Nichant dans les systèmes et vivant des systèmes, les experts et les *managers* ont tout à gagner — c'est même leur seule fonction effective — d'une extension des organisations centralisées qui convertissent en travail capitalisable toute participation aux affaires de la Cité. Par là, par son contexte institutionnel, se diffuse une certaine conception de la rationalité immanente à la vie sociale.

« Cette rationalité prend la forme de la planification, qui suppose ou constitue un système. Elle est prise en charge par les spécialistes qui constituent une couche sociale aspirant au statut de classe sociale et même de classe dominante sans pour autant y parvenir : la techno-bureaucratie. »³⁹

Que vise ce vaste mouvement, trop mal résumé ici ? Car il s'agit bien d'une visée, d'un projet, d'un faisceau de tendances. Nous répondrons : un modèle de société-machine aux rouages parfaitement huilés, intégrés fonctionnellement dans un appareil centralisé de commande autorégulateur où les mécanismes de *feedback* se substituent à la force et aux contraintes ouvertes; une société techniquement parfaite, achevée, apte à s'adapter automatiquement aux transformations de son environnement, à l'abri des passions et des jugements de valeur humains, où la division du travail social ne répond qu'à des nécessités techniques. Une société cybernétique.

Abstraction névrotique ? Pas tant que ça. Voyez ce qu'écrivent deux sociologues québécois des années soixante :

« La population est très réticente à utiliser son revenu pour accéder à certains services qu'elle croit par ailleurs essentiels, tels l'éducation, la santé, l'assurance contre les risques. La production comme la distribution de ces services est définie socialement comme devant être la responsabilité de plus en plus unique de l'État. . . Il semble ainsi s'établir une dichotomie profonde entre la consommation publique qui en est une de services et la consommation privée. »⁴⁰

« Le développement rationnel est de plus en plus considéré comme l'orientation et comme la tâche principale de la société industrielle. Ce développement implique la formation d'un milieu technique de plus en plus cohérent, des principes d'organisation, la compétence, la division et la complémentarité des tâches et la coordination des fonctions.

« Ce modèle d'organisation se développe non seulement dans les industries et dans les activités économiques, mais il tend aussi à devenir le modèle d'organisation de toute société. »⁴¹

39. H. LEFEBVRE, *Vers le cybernanthrope*, Paris, Denoël/Gonthier, 1971, p. 63.

40. G. FORTIN, « La Société de Demain : ses impératifs, son organisation », *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la santé et le bien-être social*, Annexe 25, Québec, 1972, p. 25.

41. L. CHABOT et G. FORTIN, *Perspectives théoriques et étude de quatre C.E.R.*, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1968.

Un retard insupportable

On ne peut pas ne pas conserver tout ceci en mémoire, me semble-t-il, et bien comprendre la Révolution tranquille. Nous avons vu que, dans la sphère privée de la vie économique, le Québec est entraîné très rapidement depuis la Guerre dans le courant de l'empire américain. Si on réclame tant, et avec une aussi candide confiance, la société « moderne », « industrielle », « contemporaine », c'est que de plus en plus de groupes sentent que le Québec retarde, même si l'univers quotidien s'est accordé aux vibrations du capitalisme nord-américain. Mais en quoi retarde-t-on ?

C'est une question de pouvoir, plus qu'une question de culture. Les superstructures de cette société, toutes ces institutions qui ont la faculté de faire accepter par le haut (valeurs, politique, idéologies, lois, etc.) les conditions posées à la base (dans le mode de production et les rapports de classes) sont aux mains de la vieille coalition des clercs, notables, politiciens, réalisée à la fin du 19^e siècle et rafraîchie durant la dépression des années trente.

Cette classe contrôle l'État. Oh ! ce n'est pas grand chose — Duplessis se vantait de dépenser un million par jour — mais il faut compter la police et le patronage, le gourdin et la carotte. Elle a fait main basse aussi sur les canaux principaux par lesquels passe la reproduction des idéologies établies, par la socialisation et la propagande d'autorité : les écoles et les chaires, les aumôneries et les tribunes. Là encore, rien de très important et en tout cas pas suffisant pour endiguer la modernisation des pratiques et « l'américanisation » de la culture canadienne-française; mais n'oublions pas la filière divine : elle charge d'autorité le plus banal pouvoir matériel.

C'est suffisant pour maintenir une domination d'autant plus gratifiante pour les vieilles élites autochtones que le capitalisme cultive, ici, une image à profil bas. Il laisse à l'*establishment* canadien-français la jouissance de l'autorité et du prestige, la tâche de prendre soin des travailleurs, pourvu d'avoir les coudées franches pour piger à pleines mains dans les ressources du pays.

Mais si ce contrat satisfait les notables et les dirigeants de l'activité économique, il semble aberrant aux générations nouvelles, formées à l'école du nationalisme économique apparu entre les deux guerres, et surtout, engagées dans des types de pratique où, de plus en plus, elles plafonnent parce que les portes de l'ascension sociale, tant dans le domaine économique que celui des institutions socio-politiques, sont fermées sous le poids d'un capital anglo-saxon jaloux de ses chasses gardées aux commandes de la production et d'un *establishment* aveugle aux possibilités libérées par la prospérité, en matière d'éducation, de justice sociale, d'intervention étatique.

Déjà, d'ailleurs, Lionel Groulx avait lancé l'avertissement :

« Notre province a trop de richesses et de trop belles; les grandes convoitises se sont tournées vers elle. Et le problème n'est plus de savoir si ces ressources seront exploitées, mais si elles le seront par nous et pour nous, ou par des étrangers et contre nous. »⁴²

L'ouverture du Nouveau Québec qui s'accélère durant les années 1950 confirme encore une fois que c'est le second battant de la pénible alternative posée par Groulx que l'histoire a encouragé. L'ennemi a consolidé ses forces. Pendant trop longtemps, on avait cru identifier l'ennemi à l'Anglais, au Fédéral. Mais dans les universités, sur le terrain concret des affaires ou des luttes syndicales, on s'est convaincu que le pouvoir était ailleurs : derrière le dollar, le capital, le savoir-faire. Pierre Vadeboncoeur écrit :

« Notre vieux nationalisme, devenu impuissant, passéiste, irréaliste, se condamnait lui-même et laissait la place vide; en outre, on était entré dans une époque d'efficacité pratique, scientifique et technique, qui était pour nous très nouvelle et qui pour cette raison a envoûté beaucoup d'esprits. »⁴³

Un mariage de raison

L'envoûtement n'est pas le même chez toutes les factions sociales qui aspirent au changement. Nous retrouvons en effet en 1960 la nombreuse descendance des mêmes groupes progressistes qui avaient eu peine à faire surface entre les deux guerres : une intelligentsia et une bourgeoisie d'affaires.

Comme de raison, les premiers ont le verbe plus facile. Cadres des mouvements socio-économiques, journalistes, universitaires forment une confrérie dont les activités portent à privilégier un point de vue général, collectiviste, nationaliste, conservant en ligne l'ensemble de la société, le souci des institutions centrales et de l'identité culturelle.

Nous avons affaire, donc, à des hommes qui observent et étudient depuis des années non seulement l'évolution du Québec, mais celle de tout le monde contemporain. Ils savent que l'heure de l'exploitation éhontée du travail est révolue. En Europe ou aux États-Unis, où plusieurs ont étudié, ils ont découvert que la vie sociale et économique était entrée dans un âge de rationalisation scientifique et que la prospérité n'excluait pas — au contraire — un meilleur pouvoir de consommer et des conditions de travail plus humaines. Ces choses, d'ailleurs, leur tiennent à cœur : leur engagement auprès des mouvements de base les a portés à se solidariser des

42. Cité par ANGERS, « L'industrialisation. . . », *op. cit.*, p. 427.

43. P. VADEBONCOEUR, *Un génocide en douce*, Montréal, l'Hexagone/Parti-pris, 1976, p. 43.

misères populaires. En lutte contre les vieilles autorités, ils se croient volontiers mandatés par les éléments les plus nombreux de la population.

Solidaires du mépris traditionnel que les catholiques éprouvent devant le capitalisme sauvage, souvent habiles à chausser les souliers que le clergé veut bien abandonner dans les institutions d'encadrement populaire, ils envisagent non seulement la participation des Canadiens français au pouvoir économique, mais encore une modernisation du capitalisme lui-même. Dans les termes d'André Laurendeau :

« La seule conclusion logique, c'est de changer cette société, de la rendre plus humanisante : nous débouchons ainsi sur les idées familières de syndicalisme et de coopératisme, sur la nécessité de donner toute sa place au travail dans l'organisation de l'entreprise et sur des débats que nous ne rouvrirons pas aujourd'hui en marge de la sécurité sociale et de l'intervention étatique. »⁴⁴

Or, comme on n'accepte plus le rôle de l'Église en tant qu'arbitre des luttes sociales ni comme guide ultramondain du destin collectif, il faudra pour y parvenir faire appel à la seule institution « nationale » qui puisse prétendre agir au nom de toute la collectivité : l'État provincial.

« Pour beaucoup de ceux qui se penchaient sur les problèmes de l'heure, il était indispensable que le gouvernement se lance dans la planification et le développement d'institutions économiques et sociales, ce qui nécessitait l'utilisation massive des fonds publics. [Cela] impliquait l'entrée de l'État dans le domaine de la vie familiale, du bien-être social, des soins médicaux et des industries qui assuraient un service public. »⁴⁵

Voilà un projet qui non seulement menace l'Anglais et le Capital, mais, plus empiriquement, bouleverse « les relations traditionnelles qui s'étaient établies entre l'Église et l'entreprise privée » et entre celle-ci et le pouvoir gouvernemental auquel elle était habituée. C'est au nom de la raison, toutefois, que l'attaque s'organise, et de la maîtrise des choses que libère la science. François-Albert Angers, comme bien d'autres, n'en peut plus :

« Nous y allons simplement par la plus pénible méthode de l'empirisme aveugle, bâtissant selon les stimuli d'une réalité inconfortable sur le corps social, avec ce que cela comporte d'échecs donc de coûts en gaspillage, plutôt que selon la vision organisatrice d'une intelligence capable de s'élever au-dessus des détails pour considérer les ensembles et, justement, planifier l'évolution sociale. »⁴⁶

Revenons à l'autre division des troupes de choc de 1960 : les praticiens des affaires, les avocats intéressés à la politique, les *self-made men* dont la prestance tient moins aux diplômes ou aux idées qu'à l'expérience concrète de la gestion quotidienne.

44. A. LAURENDEAU, *op. cit.*, p. 86.

45. CORNELL et al., *op. cit.*, p. 535.

46. ANGERS, « La pensée économique. . . », *op. cit.*, pp. 477-478.

Depuis la fin de la guerre, avec la prospérité de la guerre, ils ont sur le marché et dans l'industrie amorcé le second effort de percée des Canadiens français sur le terrain du capitalisme concurrentiel, en jouant à armes égales, d'homme à homme, selon les règles établies du jeu. Ce sont ces « politiciens-hommes d'affaires », ces praticiens du « droit corporatif », cette « caste de la rue Saint-Jacques », ces « grands brasseurs d'affaires et magnats d'industrie » dont parle Falardeau lorsqu'il analyse leur ascension :

« Depuis vingt ou trente ans, écrit-il en 1965, les hommes d'affaires et les industriels canadiens-français ont commencé à conquérir et à maîtriser le capitalisme. Ils ont maintenant des attitudes et une idéologie propres [. . .] ils sont devenus une catégorie dirigeante. »⁴⁷

Ce ne sont pas des utopistes. Point de discours ici sur la société idéale, mais un écœurement profond pour une société de privilèges acquis, auxquels on ne peut participer; une politique de petit patronage de bouteilles de gin, de bouts de routes et d'asphaltage des cours d'églises; une économie dont les clubs de direction se ferment aux hommes vaillants et dynamiques mais offrent des politesses aux évêques.

Voici « un corps bien concret d'hommes entrepreneurs qui ont eu assez de succès et passent de la petite à la grande entreprise ». En face, « une aristocratie sans muscle, sans pouvoir réel », les curés, Duplessis et les siens, la vieille élite des professions libérales. Ce sont là les termes mêmes de la revue *Commerce*, décrivant « la fierté de toute une troupe de petits entrepreneurs et de commerçants qui, à force de peiner, ont enfin assez d'affaires en main pour vouloir devenir les maîtres de leur destinée ». ⁴⁸

Alors qu'au regard des intellectuels d'action, le Québec est un projet national, une société à faire, un peuple à libérer, pour les pragmatiques, le Québec, c'est eux, le destin du Québec, c'est le leur, dirait-on même, celui de leur succès. La classe existe, mais la perspective est celle de la réussite individuelle, tarée par la résistance des élites empoussiérées et par le bouchon anglo-saxon qui bloque l'ascension économique.⁴⁹

L'idéologie sous-jacente à ces revendications diffère peu, en somme, du rêve libéral à l'américaine : le vrai succès doit être obtenu à la force des bras, c'est la récompense du travail : ce qui est bon pour nos affaires est bon également pour la collectivité; l'ordre social doit offrir des chances de

47. FALARDEAU, *op. cit.* (1965), p. 45.

48. D. CLIFT, « Une fière bourgeoisie nouvelle canadienne-française », *Commerce*, septembre 1964, pp. 34-35.

49. Nationalisme et intérêts d'affaires vont bien de pair. Hughes signalait avant la guerre que « les associations nominalelement vouées à des intérêts économiques » fécondaient une critique fortement nationaliste, et parmi elles les « Ligues de propriétaires, Chambres de commerce, Chambres de commerce des jeunes, Associations de marchands détaillants » (*op. cit.*, p. 375).

promotion égales pour tous les individus. Le Québec des Canadiens français, des affaires canadiennes-françaises, aborde enfin l'aube de son décollage — *Commerce* publie une série d'articles sous la rubrique : « 4. . . 3. . . 2. . . 1. . . QUÉBEC ! »

Il faut balayer le bois mort. D'abord, dévêtir la vieille élite des oripeaux du pouvoir dont elle s'affuble aux frais des honnêtes entrepreneurs qui, eux, font vraiment fonctionner la machine à survivre; remettre la patte sur les superstructures, l'État en tête. Deuxièmement, il faut aiguiller autrement les drains de la richesse collective afin d'en détourner une partie vers le service aux Canadiens français, leur donner la chance de contrôler de gros investissements — comme les Anglais — et rétablir, en somme, l'équilibre des forces ethniques au sein du système capitaliste que l'on connaît et que l'on est disposé à utiliser. Le levier, c'est l'État; le moteur, c'est l'entreprise privée.

Pour renégocier l'ensemble du contrat social, d'un côté, pour rétablir l'équilibre des forces, de l'autre, les nouvelles classes qui aspirent à la domination sociale se rencontrent aux portes du Parlement. Du nationalisme de la Révolution tranquille, Fernand Dumont écrit que deux traits principaux le distinguent de l'ancienne idéologie unitaire : « Le rôle important accordé à l'État, la volonté résolue d'une ample politique industrielle dont les Canadiens français auraient la maîtrise. » Mais Dumont sent bien que le mariage en est un de raison, non de cœur.

« L'un et l'autre de ces thèmes sont partagés aussi bien par les factions de droite que par celles de gauche, dans une sorte de confusion qui ne saurait durer bien longtemps. »

Nous sommes en 1965 et les contradictions idéologiques semblent encore troubles, souterraines, mal différenciées. Elles sortiront de l'ombre et se camperont plus nettement dans la pratique, au gré des années qui s'en viennent.

L'âge d'or d'un nouveau clergé

Pendant quelque temps, les technocrates issus de l'intelligentsia vont avoir le champ libre. Dans l'euphorie de l'après-duplessisme, les Canadiens français du Québec envisagent volontiers d'entreprendre, vraiment, de nouvelles choses.

« Les principaux responsables de la Révolution tranquille, ceux qui, d'ailleurs, écrivaient les discours des hommes politiques, furent une dizaine d'économistes et de sociologues qui devinrent les premiers technocrates de l'État du Québec. Ces spécialistes de la décision générale avaient pratiquement tous comme caractéristique commune une formation de l'École des sciences sociales de Laval. »⁵⁰

50. L. BEAUDOIN, *L'Évolution des structures de l'État Québécois, 1940-1970*, Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1972, (miméo.).

L'auteur cité ici, elle-même cybernaute des appareils publics, fait trop d'honneur à l'Université Laval : le noviciat, on l'a dit, englobait bien d'autres milieux et la Révolution tranquille, comme on verra, ne s'est pas concentrée dans les discours des ministres. Mais enfin il faut reconnaître que les intellectuels activistes, les techniciens du bien commun donnent le ton.

Ils n'ont trempé ni dans les ombres incertaines de l'électoratisme politique quotidien, ni dans la conduite des affaires et de l'industrie. Habités par une certaine persécution à porter bien haut l'idéal, ils entretiennent, sans intérêt personnel et sans mesquinerie, des visions panoramiques d'autant enjolivées et optimistes que leurs représentations des sociétés modernes d'ailleurs est idéalisée. Le vrai pouvoir, celui qu'ils ont combattu, réside au gouvernement du Québec. La nation qu'ils connaissent est celle des Canadiens français du Québec. C'est de ce promontoire-là qu'ils ont toujours imaginé leurs plans pour cette société-ci.

Formés aux « sciences » concrètes de l'économique, du social, de l'administration, de la pédagogie, ils jouissent, comme dit Fortin, « d'un monopole des moyens » qui sont mis en œuvre dans la gestion et la planification des sociétés contemporaines. La compétition, en effet, est bien faible : dans les affaires, peu de francophones ont atteint des niveaux suffisamment élevés pour acquérir un savoir-faire de grande envergure. La fonction publique de Duplessis, ni fonctionnelle ni publique, ne compte — c'est tout dire — aucun économiste. Et Ottawa, pour les Québécois de langue française, n'a rien d'une pépinière.

Leur pouvoir, selon Fortin, ne tient pas seulement à ce monopole mais « surtout » au fait

« qu'ils présentent à notre société une nouvelle définition d'elle-même. Porteurs, sinon définiteurs du nouveau nationalisme, ils veulent faire de notre société une société industrielle et moderne. Par ailleurs, leur idéologie du progrès et du développement s'appuie sur une conception égalitaire de la société et sur l'idée qu'il faut donner à l'État un rôle prédominant. Enfin, ils ont contribué à instaurer le climat de participation que nous connaissons. La création des conseils supérieurs et l'animation sociale sont en grande partie leur œuvre, comme la critique du patronage. »⁵¹

Habités à des curés qui ont quotidiennement accès à la vérité divine, notre peuple avalera le nouveau clergé technocratique qui détient, lui aussi, un savoir hermétique, connaît la voie de la Providence (depuis le temps, elle a reçu ses diplômes d'université) et jure une immortelle dévotion au bien commun. Plus « purs » que les politiciens dont nous avons appris à nous méfier, et que les hommes d'affaires qui ne broutent que l'argent, les

51. G. FORTIN, « Transformation des structures du pouvoir », *Recherches socio-graphiques*, VII, 1-2, 1966. (*Le Pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, P.U.L., 1966.)

scientifiques de l'intérêt national deviendront même les *underdogs* sympathiques d'une lutte historique qui oppose l'État québécois — qui nous appartient — à celui d'Ottawa, et aux chapelles puissantes du capitalisme anglo-saxon qui — le récent rapport Fantus le confirme — partagent l'attitude réactionnaire de tous les colonisateurs quand les autochtones se mettent à danser dans les bois.

Contre le matérialisme des grandes affaires et l'abrutissement personnel de l'ouvrier aux mains du capitalisme, contre la concurrence qui écrase les petits, qui déprécie les Canadiens français, qui favorise les Anglais, les technocrates détiennent la solution : on va étatiser le développement du capitalisme, sans menacer le capital lui-même. Écoutons Arthur Tremblay :

« C'est d'abord et principalement par les biais de la prospective et de la planification que l'État a le plus de chance d'être à l'avant-garde de l'évolution sociale, de l'anticiper et de l'orienter dans le sens des objectifs qu'il a la responsabilité de définir au nom de la collectivité. »⁵²

Désirant planifier le développement pour humaniser le capitalisme, nos technocrates canalisent du même coup le nationalisme traditionnel (maîtres chez-nous) et une volonté collective réelle de prendre le monde à bras-le-corps (l'avant-garde de l'évolution). Mieux encore : pas question de convier les Canadiens français à devenir personnellement capitalistes. Non, non, rassurons-nous, monsieur Tremblay le dit sans équivoque : « La nouvelle génération de fonctionnaires se sent équipée pour assumer intégralement le rôle dynamique de l'État dans le développement. » Un vrai rêve.

Les politiciens sachant flairer le vent ne seront pas les seuls à y souscrire. Pour toute une jeunesse, l'invitation ouvre des portes vers une mobilité ascendante inespérée et, à cause de l'emprise étrangère sur les grandes affaires et sur le gouvernement du Canada, elle débloque des positions d'expérimentation responsable hier encore gelées par le poids du clergé et l'incurie des gouvernants; des champs nouveaux s'ouvriront, tels ceux de l'éducation, du travail social, du développement régional, de la planification économique, de l'administration. Les milieux d'affaires canadiens-français n'ont, de leur côté, rien à craindre de discours qui soulignent le contrôle démesuré des compagnies anglo-saxonnes sur leur secteur d'activité, attaquent le patronage, parlent de développer l'infrastructure et de favoriser les entreprises d'ici. Le peuple lui-même trouve son compte dans cette poussée de libéralisation qui veut mettre au rancart les *establishments* arriérés, répandre l'éducation, faire participer les citoyens de façon plus intime et plus continue aux décisions publiques.

52. A. TREMBLAY, *Le fonctionnaire à l'avant-garde ou à la remorque de l'évolution sociale*, Institut canadien des affaires publiques, Québec, septembre 1970.

Édifier l'appareil

Sans fausse pudeur et sans hésitation, profitant du consensus, on se met à l'ouvrage : faire de l'État québécois le premier orchestrateur et le moteur réel du développement de la société. Les incantations « structures », « cadres », « rationnel », « fonctionnel », exorciseront tous les doutes et, le cas échéant, la bêtise. Le mot « traditionnel » tombera tel un couperet sur les obstacles.

Car il s'agit, d'abord, de monter l'Appareil, dans l'esprit par exemple des recommandations du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec :

« Par rapport à l'administration publique traditionnelle qui attend l'événement, réglemente, surveille, le cadre institutionnel de planification devra aller vers l'événement, inciter, promouvoir les changements, porter les lois aux administrés. »⁵³

L'accent porté sur le « cadre institutionnel » est à retenir; la réforme de l'éducation et plus tard celle des affaires sociales porteront elles aussi d'abord sur la mise au point d'un cadre institutionnel. On se soucie peu des contenus et, en fait, des véritables choix politiques : il suffit d'aménager la situation qui conditionne les choix, de mettre en place des infrastructures administratives qui supposent une modification de la conscience des problèmes et de la mentalité avec laquelle on les approche. Implicitement, il est admis que si l'encadrement est fonctionnel et qu'il est vendu aux administrés (« porté »), les choix politiques subséquents seront de même fonctionnels. À la limite, l'établissement d'un complexe intégré de cadres ou d'appareils parfaitement cohérent devrait conduire à la fermeture des canaux d'irrationalité encore ouverts dans la machine sociale, ne laissant passer que les options harmonisées à la vie du système. Louise Beaudoin traduit cette prétention lorsqu'elle relève que

« la grande nouveauté des années 60, constitue (sic) la prise de conscience de la part des gouvernements de la valeur de l'harmonisation et de la coordonisation (sic) des politiques mises en œuvre. »⁵⁴

C'est dire que l'érection de structures hiérarchisées menant du corps politique au sommet du gouvernement s'avouait plutôt comme moyen privilégié qu'en tant que fin suffisante. La cohérence de l'action brille plus haut au firmament. Mais si l'inventaire des crédits de la Révolution tranquille révèle maints champs d'innovation, de succès, nous proposons que derrière la diversité apparente des objectifs dormait une unité d'intention

53. B.A.E.Q., « Objectif d'établissement d'un cadre institutionnel de planification et de participation », *Plan de développement de l'Est du Québec*, cahier 8, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1966.

54. *Op. cit.*

beaucoup plus clairement énoncée dans les moyens mis en œuvre pour les réaliser que dans les objectifs eux-mêmes.

Concédon, avec Claude Ryan, les points suivants : « 1. rattrapage phénoménal du Québec au chapitre de l'éducation; 2. investissement massif de l'État dans l'infrastructure publique et modernisation de l'appareil administratif; 3. relèvement sensible du niveau de vie des citoyens alors que le revenu *per capita* est passé de 83% à 90% de la moyenne nationale; 4. renaissance culturelle qui a permis de réaliser l'immense potentiel artistique du peuple canadien-français; 5. rapatriement des points d'impôts du gouvernement fédéral; 6. libéralisation et modernisation d'un très grand nombre de lois (droits de la femme, relations de travail); 7. création d'institutions économiques autochtones (notamment la Caisse de dépôt) et progrès phénoménal du mouvement Desjardins; 8. diversification du leadership au Québec par le biais d'une multiplication des spécialistes en sciences humaines ».⁵⁵

Les points 1, 2, 5, 6 et 7 impliquent une intervention étatique qui, avec le recul, ne laisse pas seulement des améliorations quantitatives mais surtout un renforcement des pouvoirs centraux de l'État québécois et ce qu'il faut bien appeler des architectures bureaucratiques, surtout lorsqu'on ajoute au bilan de Ryan les conseils régionaux de développement et l'important édifice qu'on appelle « Le Réseau » tant à l'Université du Québec qu'au Ministère de la rue Joffre chargé d'étatiser la misère et la maladie.

De son point de vue privilégié, le premier ministre Bourassa soulignera que « les instances administratives québécoises ont connu une croissance phénoménale au cours de la dernière décennie ».⁵⁶ Voilà ce qui s'appelle parler sobrement : l'araignée étatique a littéralement tissé sa toile sur le Québec. Elle comprend vingt-trois ministères dont un seul, celui du Revenu, n'a pas changé de vocation depuis 1960, cinquante-cinq organismes de consultations nés pour la plupart au cours de la même période, neuf institutions judiciaires et soixante-trois organismes divers de gestion ou de régulation économique; sur cent quarante-huit organisations autonomes, cent vingt-six datent de moins de quinze ans. Quant aux deux cent cinquante conseils scolaires, aux C.E.G.E.P., universités et écoles, au millier et plus de conseils municipaux, aux mille institutions de santé et de service social, sans compter les conférences administratives régionales, les C.R.S.S.S., C.L.S.C. et autres C.S.S., tous croissent en sagesse et en triplicata à mesure que s'accroît, au nom de la coordination et de la cohérence, la dépendance

55. C. RYAN, *Le Devoir*, 28 avril 1973, p. 18.

56. R. BOURASSA, « La Réforme de l'administration publique », *Le Devoir*, 4 janvier 1973, p. 4.

financière, administrative et politique qui les rattache aux instances ultimes du gouvernement provincial.⁵⁷ D'aucuns, étouffés, poussent un cri :

« La frénésie normative du Ministère de l'éducation a fait disparaître un peu partout les colorations locales ou régionales : la norme parle et les institutions exécutent. Le corridor administratif défini par les normes du Ministère est même si étroit que les technocrates peuvent déceler et corriger tout ce qui ne ressemble pas à une ligne parfaitement droite : la marge, quand elle existe, ne peut tolérer qu'une ombre d'initiative. »⁵⁸

Plus significative encore, peut-être, est la tentative mise en branle pour allonger les tentacules de l'État dans les pattes du capitalisme concurrentiel, et le domestiquer : l'Hydro-Québec en électricité, la Sidbec en sidérurgie, la Soquem dans les mines, la Rexfor en forêt, la S.G.F., la Caisse de dépôt, la Régie des rentes, la Banque d'expansion industrielle dans l'univers financier, la S.H.Q. dans l'habitation, la S.D.I. pour la promotion industrielle et depuis peu la S.D.B.J. balisent la poussée gouvernementale dans les chasses gardées du Capital. Ne faisons pas l'erreur des chefs d'entreprise à la vue courte : l'État ne se mêle pas d'action économique pour contrecarrer le capital mais pour le garder de ses propres excès, assurer la cohérence de l'appareil productif et son rendement maximum. Bien des programmes, d'ailleurs, en témoignent : les allègements d'impôts, de taxes et de droits concédés aux entreprises privées, les parcs industriels et autres dépenses d'infrastructures qui retiennent d'abord les impératifs de croissance des affaires, l'aide au développement industriel de pointe et aux entreprises des régions excentriques, le recyclage et autres programmes de formation en cours d'emploi, les boîtes comme l'I.N.R.S. où les résultats de la recherche payée par l'État sont passés aux intérêts privés.

L'État, dira le président Raynaud du Conseil économique du Canada, n'est pas « une fée économique » et son rôle se résume à « renforcer les nombreux mécanismes de décision aujourd'hui encore trop disparates », « harmoniser à tous les niveaux les politiques gouvernementales », tout cela « en concertation avec l'entreprise privée ».⁵⁹ La technocratie publique n'ambitionne pas, c'est clair, de diriger l'économie et les entreprises au jour le jour; seulement la société en général et, à l'intérieur de cette limite,

57. Voir : G. ATHOT, « La réforme administrative », *Le Soleil*, 2 mars 1973, p. 4.

58. R. LAPLANTE, « Participer, mais avec quels moyens? », *Le Devoir*, 2 mars 1973, p. 4.

59. A. RAYNAUD, « L'État n'est pas une fée économique », *Le Devoir*, 29 septembre 1973, p. 23. Raynaud parle d'Ottawa, mais ses propos restent pertinents pour l'étude de la société « québécoise ». Contrairement à une opinion répandue, je ne pense pas que nation, société et État québécois recouvrent la même chose en tous points. Encore moins que les frontières juridiques délimitent l'extension d'une société. Nous portons l'emphase sur Québec. Le cas du mariage de l'A.R.D.A. et du B.A.E.Q. démontre à quel point parfois les interventions fédérales se sont fondues dans le mouvement de la Révolution tranquille. On sait, enfin, que les libéraux de 60 ont pigé à pleines mains dans les rangs du petit-mandarinat outaouais pour meubler leur fonction publique.

surveiller l'économie. Ses recettes ne varient guère; mécaniser, harmoniser, concerter; diviser, fonctionnaliser, sectoriser, puis *par le sommet*, refaire la cohérence.

Au sommet, on trouve le cœur de l'administration publique : les ministères de l'exécutif gouvernemental, que les cybernétistes doivent non seulement réformer et développer selon leurs vues mais, physiquement, occuper.

Au cours des années soixante, dans la foulée de croissance des « instances administratives », la fonction publique québécoise connaissait des évolutions *qualitatives* fort significatives. Non seulement verra-t-on les effectifs « professionnels » (diplômés universitaires) gonfler remarquablement mais surtout, ce mouvement s'enrichit d'un bond spectaculaire des occupations rattachées à l'ingénierie sociale et économique comme à la régulation des appareils administratifs. Regardons le tableau 1.

Beaux joueurs, et en oubliant l'agronome planificateur et l'ingénieur en ponts humains, nous avons tenu à priver du titre de technicien de l'intérêt général ou de fabricant de systèmes les praticiens des sciences biologiques et physiques. Est-ce par hasard que ce groupe, qui recrutait près des deux tiers des professionnels à l'emploi des ministères en 1964, n'en occupe plus que le tiers en 1971 ? Ils traînent la patte : alors que dans l'ensemble les universitaires se multiplient par 120%, leur nombre n'augmente que de 20%.

Indubitablement, c'est la sphère d'occupations à teinte technobureaucratique qui enfle le plus; en fait, elle triple. À l'intérieur de celle-ci, nous avons distingué les tâches de gestion, tournées vers les appareils et leur fonctionnement (support juridico-administratif), et ceux qui se piquent généralement d'ingénierie socio-économique. (Le lecteur pourra s'amuser à réorganiser autrement les données car nos choix n'ont su éviter une certaine marge d'arbitraire.)

Les premiers augmentent de 246% en sept ans et comptent près de la moitié de tous les professionnels de la fonction publique en 1971. Comptables et attachés d'administration font un joli bond, dont l'éclat toutefois pâlit devant le soudain parachutage de deux cent soixante-sept analystes en informatique, invisibles en 1964. Ces logisticiens de l'information cybernétique repoussent dans l'ombre les juristes — fait étonnant lorsqu'on songe qu'au bout du compte un gouvernement sert à brasser et à produire des lois.

Les experts du comportement humain et manipulateurs de social se propagent d'une façon proprement lapinesque; cette faune croît de 420.5% et, dans l'histoire, les agents de planification socio-économique et les spécialistes des sciences de l'éducation, — souverains programmeurs d'hommes s'il en est — battent les pistes. Avant 1955, la fonction publique

TABLEAU 1

*Augmentation du nombre de fonctionnaires professionnels
au gouvernement du Québec entre 1964 et 1971,
par fonction exercée.*

FONCTION	1964		1971		AUGMENTATION %
	N	%	N	%	
<i>Techniques biologiques et physiques</i>	1 316	62.6	1 586	34.1	20.5
— agronomes	397		410		
— arpenteurs, géologues	23		56		
— biologistes	25		58		
— ingénieurs	459		494		
— ingénieurs forestiers	138		195		
— vétérinaires	78		98		
— sciences pures	37		111		
— diététiciens	0		7		
— dentistes, médecins	159		158		
<i>Techniques sociales et administratives</i>	787	37.4	3 066	65.9	208.9
A. <i>Support juridico-administratif</i>	602	28.7	2 088	44.9	246.7
— comptables	269		744		
— analystes en informatique ...	0		267		
— attachés d'administration ...	223		816		
— bibliothécaires	0		45		
— traducteurs	0		25		
— juristes	110		191		
B. <i>Ingénierie humaine et socio-économique</i>	185	8.7	972	21.0	420.5
— architectes	2		18		
— gestion personnel	52		156		
— planification socio-économique	85		272		
— agents d'information	41		77		
— agents de développement industriel	0		85		
— agents culturels	0		72		
— orientation professionnelle ..	0		19		
— sciences de l'éducation	0		242		
— travailleurs sociaux	0		25		
— psychologues	5		6		
TOTAL	2 103	100.0	4 646	100.0	120.9

SOURCE: Ministère de la fonction publique du Québec.

québécoise comptait neuf professionnels des disciplines sociales. Entre 1955 et 1959, sept autres s'ajoutent aux rangs. Soudain commence la Révolution tranquille : entre 1960 et 1962, l'embauche saute à trente-huit; l'année suivante, voici cinquante-cinq recrues; en soixante-cinq, on en assimile cent quatre-vingt-cinq de plus dont soixante-neuf économistes et quarante diplômés de relations industrielles.⁶⁰

Les professionnels occupent, dans les pyramides hiérarchiques, une position stratégique, d'où leur influence peut se propager vers le haut — en direction des cadres supérieurs et des politiciens — comme vers le bas, par les fonctionnaires subalternes qui se réfèrent à eux ou, par leur fonction conseil (*staff*), atteindre les organismes autonomes ou para-publics, institutions d'enseignement ou de services sociaux, corps intermédiaires, municipalités et associations volontaires qui travaillent de concert — j'allais dire : en symbiose — avec les administrations centrales où se négocient contrats, subventions, éligibilité aux programmes, privilèges légaux et autres aménités.

Prendre soin du bon peuple

Sous le couvert de la « consultation » et de la « participation », en fait, la technobureaucratie étend ses pédicules dans toutes sortes de recoins de la vie quotidienne, question de systématiser et d'allonger les courroies de transmission de l'idéologie cybernétiste. La « participation » sous diverses formes n'a pas fait qu'accompagner la tranquille révolution cybernétiste, elle en fait partie intégralement.

Pour pallier les carences d'un régime électoral trop rigide, pour obtenir à l'avance l'acceptation des décisions que les dirigeants de l'État se voient pressés de prendre, pour se prémunir des carnavals politiques où l'émotivité et l'intérêt prennent le pas sur l'analyse rationnelle des facteurs et moyens du développement, pour contrer aussi les discontinuités inhérentes aux changements de personnel politique, la technocratie tente d'intégrer le plus possible les citoyens aux démarches qui conduisent, sinon aux prises de décision elles-mêmes, du moins à l'élaboration des « dossiers », de la « problématique », des choix.

Stratégie d'autant plus nécessaire que la technobureaucratisation et le *Welfare State* portent une dangereuse propension à encourager l'apathie; à trop organiser le bien-être des masses et la gestion des affaires de la Cité, les appareils d'État et d'Entreprise risquent de favoriser l'avènement d'un type d'aliénation qu'Henry James, le philosophe et moraliste, nommait amère-

60. P. GERVAIS, *Les diplômés en sciences sociales dans la fonction publique du Québec*, Thèse de maîtrise en sciences politiques, Université de Montréal, 1970.

ment « l'esprit d'Hôtel » : quand l'homme sacrifie son autonomie individuelle ou communautaire et abandonne à la direction toutes les décisions à prendre en échange du grand luxe matériel.

Certes, le peuple québécois n'habite pas encore entièrement les douillettes chambres du Hilton-Société; aussi la technocratisation du pouvoir invite-t-elle plutôt maints milieux populaires à se désintéresser, voire même à se détourner de la chose politique, par impuissance, abandon ou crainte de ne plus posséder la « compétence », pour pratiquer la démocratie. Cette attitude, en plus que d'entraîner des gaspillages, menace la cohérence et la cohésion du système : l'apathie maintient hors circuit des groupes sociaux fonctionnellement nécessaires, risque de générer des tensions car elle recouvre souvent des grondements et précède même parfois la révolte.⁶¹

Conséquemment, l'implantation d'une cybernétique efficace implique des canaux qui portent vers le sommet des appareils l'expertise empirique du peuple (consultation) et vers la base la problématique ou les données corrigées (information). Dès lors, la contribution des citoyens — ou des consommateurs, ce qui revient au même ici — est essentielle, non pas tant à la gouverne de leurs propres affaires qu'au fonctionnement onctueux des structures bureaucratiques qui, elles, s'occupent des matières communes. Léon Dion ajoute :

« Si la société moderne tend à émousser le goût de participer, elle s'efforce en même temps de susciter les participations à la fois pour échapper au pouvoir technocratique et pour éviter que le peuple ne se révolte finalement contre un régime qui le tient dans la dépendance et qui ne parvient pas à satisfaire ses besoins élémentaires ni à répondre à ses aspirations. »⁶²

Il n'est guère de réforme majeure conçue au Québec depuis soixante qui n'ait accordé à quelque forme institutionnalisée de consultation ou de participation une place importante. Volonté qui s'accuse avec le temps : la réforme de l'éducation a peut-être laissé ces aspects au second plan; ils marqueront plus nettement l'organisation du développement régional et finalement, triomphalement, glorieusement, se placeront au cœur de la réforme des Affaires sociales. Depuis 1960, le gouvernement a créé cinquante-cinq organismes consultatifs et ouvert la législature aux groupes constitués (par le biais des commissions parlementaires).

61. Les contestations violentes, anarchisantes — comme celles des agriculteurs qui massacrent des veaux, ou des camionneurs qui bloquent la circulation d'une ville — ne sont que le reflet en creux de l'apathie inhérente à la techno-bureaucratization. Noter : elles ne revendiquent ni pouvoir ni ébranlement de l'ordre établi. On fait chanter le pouvoir, on exige qu'ils amènent des solutions, on propose de troquer la paix sociale contre les bénéfices du Welfare State. Ces manifestations n'en gardent pas moins portée critique : rien n'est moins inévitable que le repli sur l'apathie précédente. Pensons à Cabano.

62. L. DION, *Société et Politique*, Tome II, Québec, P.U.L., 1971, p. 389.

La Somme et le Reste

Personne, même chez les défenseurs de la participation institutionnalisée, n'ose aujourd'hui affirmer que les objectifs avoués de ces mécanismes — représentativité, débat démocratique, égalité des chances pour les groupes participants — ont été atteints. Au mieux, on prétend que les structures ne sont pas au point, que les gens n'y sont pas habitués, tandis que d'autres, les Chambres de commerce par exemple, suggèrent simplement de mettre fin aux essais en diagnostiquant l'échec, et la mort de l'efficacité.

Des conseils consultatifs, par exemple, Louise Beaudoin observe que la moitié seulement sont représentatifs « en ce sens que leurs membres sont issus d'un groupement ou d'un autre, ce qui exclut par ailleurs la majorité des citoyens ». Elle ajoute ensuite que la consultation reste « confidentielle », trois organismes seulement pouvant recevoir des suggestions du public, tandis que deux doivent publier leurs rapports.⁶³ J. Jacques conclut, de son côté, à la futilité des tentatives de déconcentration administrative, dont l'effet principal serait de permettre aux pouvoirs centraux d'allonger leur emprise.⁶⁴ Nous avons, pour notre part, observé le même effet dans l'appareil de planification démocratique du développement régional, qui n'est ni régional, ni planifié, ni démocratique.⁶⁵ Dans les conseils scolaires comme aux C.R.D., les citoyens se butent aux normes et autres impératifs venus d'en haut, aux influences occultes de la vieille politique de patronage, au bloc des « technocrates-experts-qui-possèdent-l'information », aux collusions des *establishments* bourgeois constitués qui ne manquent pas d'occuper tout canal, si inefficace soit-il, vers le pouvoir central.

La somme faite, reste la cybernétisation de notre vie sociale : encadrements systémiques, fonctionnalisation des participations (cela s'appelle « interlocuteur valable »), diffusion de l'idéologie techniciste de la démocratie par les structures, la multiplication des dits « permanents », les dossiers qui remplacent les *hustings*. Un matin, les citoyens se retrouvent devant des labyrinthes-entonnoirs avec lesquels il faut traiter au risque de perdre voix au chapitre, donc s'organiser et apprendre à intervenir selon les modalités et la rationalité fonctionnaliste implicite dans les appareils eux-mêmes. Dans leur sillage, les grands-prêtres du cybernétisme abandonnent les cathédrales bureaucratiques où désormais il faudra s'agenouiller pour toucher le cœur des Puissances. C'est la « propagande sociologique » de Jacques Ellul, la pénétration d'une idéologie par son contexte social :

63. L. BEAUDOIN, *op. cit.*

64. J. JACQUES, *La déconcentration administrative au Québec*, Thèse de maîtrise en sciences politiques, Université Laval, 1970.

65. J. J. SIMARD, *Cybernétisme et auto-détermination*, Thèse de maîtrise en sociologie, Université Laval, 1975.

« Cela produit une adaptation progressive à un certain ordre de choses, un certain concept des relations humaines, qui modèlent inconsciemment les individus et les poussent à se conformer à la société. »⁶⁶

Un document du Secrétariat d'État canadien fournit, ingrédient par ingrédient, la recette d'une telle cuisine. Prenez d'abord « des personnes qui viennent et sont encore attachées aux classes laborieuses », et ajoutez quelques animateurs qui « vont organiser des ateliers où on expliquerait que, depuis six mois, le gouvernement dispose d'une équipe spéciale (*project team*) qui essaie d'apprécier les besoins des nouveaux groupes de citoyens. En termes généraux, ils livreraient les conclusions de l'équipe, notamment que les besoins des groupes en question étaient : a) des ressources en information factuelle; b) des ressources en formation; c) des ressources matérielles et financières ».

« Les participants pourraient alors instaurer des comités d'étude ou engager des consultants ou bien encore décider sur le champ ce qu'ils veulent. Ils coucheraient alors leur réquisition sur une formule en y adjoignant un budget. »⁶⁷

Le fétichisme de la puissance

Ainsi se diffusent dans tous les milieux (jusque dans les comités de citoyens), les valeurs/moyens et les normes propres aux organisations bureaucratiques. Petit à petit, par les coutumes, les habitudes les plus inconscientes, s'établit un certain ordre des choses, puis une nécessité objective à laquelle la population dans son ensemble s'adapte.

On apprend à manier les fétiches de la puissance, à pratiquer certains modes d'accréditation sociologique hors desquels l'action d'un groupe ou d'un individu perd son efficacité : il se retrouve dépassé, impuissant, émasculé.

L'expression collective revêt nécessairement les attributs, la symbolique du pouvoir établi : on forme des comités, on brandit les statistiques, on se structure avant même d'avoir établi les finalités de l'action. Voyons les C.E.G.E.P., les organismes sociaux : avant d'être des organismes réels, composés d'êtres humains réunis afin d'accomplir une tâche, ils ont voulu être une image; une des premières choses réalisées après leur création fut de se donner un sigle, un symbole graphique qui, par association avec les images de marque établies dans le commerce, crée l'impression de sérieux, de permanence, de puissance avant même que l'organisme ait fait ses preuves. La Société de développement de la Baie James et ses filiales possédaient leur sigle avant d'avoir recruté leur personnel.

66. J. ELLUL, « Propaganda », dans A. SCHWARZ, (éd.), *Sociologie critique*, Québec, Université Laval, 1971, (miméo.).

67. Ministère du Secrétariat d'État, *Project team on new citizen groups*, Ottawa, 1972, (miméo.). Traduction de l'auteur.

Hors même des univers corporatifs, les groupes cherchent à se revêtir des déguisements de la fonctionnalité. Qu'ils représentent ou non des intérêts réellement enracinés à la base, cela importe peu pourvu que l'existence abstraite de leur fonction dans l'appareil social soit établie; d'où la *multiplication des acronymes*, qui — tout comme les sigles — transforment l'image du groupe qu'ils recouvrent, en font un « organisme » au même titre que les directions générales des ministères, dépositaire d'une fonction nécessaire, officiellement reçue. À terme, l'observateur ne distingue plus où s'arrête la bureaucratie et où commence l'association de citoyens; un bref survol du domaine culturel produit, par exemple, la litanie suivante : FCCQ, MAC, BAC, CSQ, CLQ, CRL, CHLS, CIDC, ACCL, CROC, ASQ, SAPQ, AGQ, CRAA, AAQ, CAR.

Le langage, ensuite. Henri Lefebvre a écrit que « c'est par et à travers le langage que l'idéologie entre dans les consciences et les façonne ». ⁶⁸ Tout le monde serine à l'ennui « au niveau, au niveau » comme pour niveler les hommes en catégories et l'action collective en strates hiérarchiques.

« Depuis un certain temps déjà, écrit le C.R.D. de l'Outaouais, on a vu apparaître au Québec une vague de fond véhiculant tout un monde, un langage et des techniques jusque là inconnus. » ⁶⁹

On apprendra rapidement. Un technocrate aussi éminent qu'André Raynaud peut, sans l'ombre du ridicule, parler de « méthodologie décisoire » et de priorités économiques plus « opérationnelles dans leur finalité », puisque, de leur côté, les agriculteurs brandissent « la planification agroforestière », les ouvriers de la CSN ne clignent pas la paupière devant « la structure fédérative et la structure territoriale », les commerçants réclament « l'intégration des infrastructures urbaines » et les assistés sociaux « l'accessibilité aux services ».

Par le langage et la diffusion des symboles, l'expertise, la spécialisation, la technicité fournissent les auréoles sans lesquelles les conduites échappent à la légitimité sociale. N'en prenons à témoin que l'apparition des récréologues et autres génagogues, et la technisation des activités de loisir, allant des jouets électriques qui jouent-pour-vous, en passant par la professionnalisation des équipements de ski, de course à pied, jusqu'à ces ineffables bicyclettes de compétition qui transforment la course entre le centre d'achats et la conciergerie en Tour de France.

Les arts eux-mêmes cherchent le *masque de la technicité* : les salons montréalais du Ministère des affaires culturelles abritent des colloques sur

68. H. LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 96.

69. Conseil régional de développement de l'Outaouais, *Le C.R.D. de l'Outaouais face à la participation de la population*, Assemblée générale, Hull, 29 avril 1972.

« l'Art et la Technique » et tandis que l'OP-ART fouille dans les incongruités ondulaires la façon d'étourdir le public du Musée d'art contemporain, l'équipement audio-visuel envahit les vides de la pédagogie.

La rhétorique de la science tient lieu de discours scientifique, quand elle n'enlumine pas simplement la bêtise. Hors même des universités et des ministères, voici comment on s'y prend pour dire : chaque groupe devrait s'entendre sur ce qu'il veut faire puis, concerter son action avec celle d'autres groupes, — lorsqu'on est un Bureau de recherche et d'intervention clinique (B.R.I.C.) :

« l'on procède dans un premier temps avec des groupes restreints et homogènes à définir des objectifs minima partagés par tous les membres du groupe. Dans un deuxième temps, l'on définit les moyens et un programme d'activités en adéquation aux objectifs. Enfin, dans un troisième temps, l'on accorde à la réalisation de la tâche du groupe à celle d'autres groupes (selon la technique des grappes). »⁷⁰

Évidemment, cette phrase n'a rien d'efficace, de technique, de savant, et à vrai dire manque de simple bon sens. C'est un message idéologique, comme cette autre sentence inénarrable pondue par quelque démographe à la radio, pour faire avaler d'un trait et à la sauce d'un progressisme serein quelques-uns parmi les maîtres-dogmes de la Société-Machine — tout se mesure en termes économiques, les citoyens-prolétaires sont la propriété de l'État-entreprise, la Société abstraite est une création extérieure aux simples êtres humains qui la composent : « Jusqu'à maintenant, les parents ont consenti à donner gratuitement à la société les enfants dont elle avait besoin pour survivre. »⁷¹

On pourrait poursuivre l'illustration. Espérons que notre propos apparaîtra avec une suffisante clarté malgré le côté impressionniste de nos exemples.

Bref, nous essayons de montrer que la technocratisation ne s'arrête pas à modifier le fonctionnement des grosses organisations, ni simplement à mousser le rôle ou l'importance de l'État. Comme la pointe de l'iceberg laisse insoupçonnée la pénétration de sa masse, ces évidences apparemment superficielles signifient et recouvrent un mouvement profond qui dérange les conceptions du monde, les règles d'interaction entre les individus et les groupes, la socialisation et le système des valeurs qui réalisent le consensus dominant. Vague de fond qui pousse le capitalisme, en tant qu'ordre social, vers le futur, elle ne bouscule pas seulement les superstructures de la société, mais elle surgit des changements qui ont stigmatisé le mode

70. B.R.I.C., *Le rôle du conseil de développement du Québec métropolitain*, mémoire présenté au Conseil d'administration du C.D.Q.M., Québec, 28 octobre 1971.

71. « Présent-Québec », Québec, C.B.F. Radio-Canada, jeudi, 1^{er} février 1974.

d'organisation et de fonctionnement de l'ensemble des activités de production, d'échange, de consommation.

Ne ratissons donc pas les contreforts de l'État ou les innovations sociales manifestes dans la vie quotidienne des Québécois pour y glaner les acquis de la Révolution tranquille : on risque de s'apercevoir que malgré les cris nationalistes et les chants d'un peuple qui, reprenant pied sur la terre ferme de l'histoire, a repris la parole, le résidu le plus concret, le plus palpable du changement renvoie l'image d'une société qui n'a fait que rejoindre le chenail principal creusé par la civilisation américaine et le capitalisme occidental. Un ordre nouveau s'est installé au Québec; il ne nuira pas de rappeler que ce que nous avons voulu y déceler, en tout cas, n'a rien de spécifiquement québécois.

Une hausse moyenne du revenu par habitant ? Un déplacement de l'économie vers le tertiaire ? Un plancher des revenus et du niveau de vie ? Une baisse du commerce par rapport aux entreprises publiques et sociales ?⁷² Une société qui s'instruit ? Les entreprises privées ne sont plus les sources principales d'innovation ? Nous parlons du Québec, bien sûr; mais avec les mots mêmes que le vrai gourou de la fausse prospective, Hermann Khan, applique à sa société « post-industrielle ».⁷³

*
* *

Nous soulevions plus haut l'hypothèse que les nouvelles élites de la Révolution tranquille se recrutaient autant auprès des milieux technocratiques qu'au sein de la bourgeoisie d'affaires (et des politiciens qui, traditionnellement, y étaient liés); le charisme nationaliste étiolé, après les premières années du Grand Ménagement, les différences idéologiques qui séparaient les deux groupes se sont plus librement manifestées alors même que se poursuivait le mouvement de technobureaucratization. Dans les fissures qui couraient déjà sur les fronts unifiés des premières années de la Révolution tranquille apparaissent de nouvelles oppositions idéologiques qui se camperont de façon de plus en plus ouverte à mesure que s'écoulent les années soixante.

72. De 1961 à 1970, l'emploi au Québec descendait de 7% à 11% dans le secteur primaire, de 34% à 30% dans le secondaire et montait de 51% à 62% dans le tertiaire. Entre 1960 et 1968, l'emploi dans le commerce passe de 27% à 23% de l'emploi total; autres services et administration publique vont de 36% à 47%. (Ministère de l'industrie et du commerce, *La production intérieure brute du Québec, par secteur*, Gouvernement du Québec, mai 1972, pp. 14 et suivantes.)

73. H. KAHN et M. WIENER, *L'an 2000; la bible des trente prochaines années*, Verviers, Gérard, 1972.

Situant avec une étonnante et remarquable justesse, dès 1964, les règles du jeu et les acteurs des luttes au sein des élites, Jean-Charles Falardeau remarquera que :

« En définitive, notre société est dominée par deux constellations de planificateurs et de technocrates qui s'opposent au moins partiellement, par leurs objectifs et leurs idéologies. L'une est issue de l'université. L'autre est issue de la grande entreprise industrielle et financière. L'une et l'autre cherchent à contrôler l'État. »⁷⁴

Tout est là : une classe de techniciens, « dominante » donc qui fixe les règles du jeu; « partiellement divisée » donc qui partage certains points communs; trouvant ses inspirations dans des univers distincts, celui du secteur privé et celui du secteur public; face à un enjeu principal, le contrôle de l'État.

Pour développer plus avant l'observation de Falardeau, il nous faudrait considérer deux réalités objectives : la réalité du pouvoir dans le capitalisme avancé; la situation historique du partage du pouvoir, au Québec. Notons simplement, pour abrégé, que la liberté absolue de l'entreprise privée et les impératifs de la planification étatique de la croissance, se réconcilient difficilement.

L'affirmation de Falardeau laisse croire que la réconciliation se fait en tout cas fort mal au Québec, puisque nous avons affaire à une levée de boucliers entre les technocrates eux-mêmes. Décomptons-nous ces mécontentes sur la jeunesse de l'expérience du capitalisme d'État en ce pays-ci, par analogie avec les réactions des *businessmen* américains devant le *New Deal* ? Pour une part, certainement. Néanmoins, les singularités du partage historique du pouvoir au Québec introduisent des médiations essentielles.

En gros nous admettrons, après Rioux et Dofny, que dans notre société les solidarités ethniques cristallisées par le contexte colonial délayent les solidarités de classe, repoussant vers des tranchées opposées les éléments francophones et anglophones qui composent les classes dominantes, menacent de ce fait l'onctueux fonctionnement du capitalisme moderne et encombrent même ses voies vers le futur.

Pourtant, le credo libéraliste n'est pas sans écho dans la collectivité canadienne-française : la petite bourgeoisie d'affaires, fraîchement parvenue, souscrivait d'une main à l'effort de renouveau tout en tirant vers elle la couverte, histoire de modérer les ébats de ces « intellectuels d'action » placés aux commandes de l'État. À preuve : en 1964, la revue des Chambres

74. J. C. FALARDEAU, « Des élites traditionnelles aux élites nouvelles », dans *Le Pouvoir dans la société canadienne-française*, op. cit.; M. GUÉNARD, « Rapport Fantus : le salarié québécois en retard de deux ans sur l'ontarien », *Le Devoir*, 2 mars 1973, p. 1.

de commerce croyait bon de prévenir ses ouailles qu'il valait mieux se mettre au pas. Appelant « l'élite bourgeoise » à coopérer avec l'État et le secteur ouvrier dans l'élaboration et la mise en pratique d'un plan d'ensemble, les rédacteurs de *Commerce* affirment que « cette nouvelle notion de l'État ne sera pas arrêtée dans son évolution par un parti politique ni par un petit groupe de profiteurs » et offrent cette mise en garde :

« L'élite bourgeoise ne se préoccupe pas de planification, ne recherche pas la cohésion sociale. Elle a encore aujourd'hui les réflexes autoritaires des élites d'autrefois et cherche à s'imposer. Nous croyons qu'elle se trompe de voie. »⁷⁵

Contre la société cybernétiste, les petits industriels et commerçants, des politiciens municipaux, des députés, certains membres des traditionnelles professions libérales préfèrent s'inscrire dans le camp des grandes affaires; les Chambres de commerce se feront les porte-voix francophones du libéralisme économique, en attendant que le Centre des dirigeants d'entreprise ne vienne plus tard affirmer la nécessité rationnelle du profit et de la libre entreprise et revendiquer — s'il faut que l'État se mêle de régenter la société — qu'il favorise plutôt l'aide aux entreprises que l'aide sociale aux malheureux.

Graduellement, on assistera à la polarisation des confrontations entre les deux idéologies, alors que, à partir du noyau initial des architectes de la Révolution tranquille, les troupes du cybernétisme se gonflent de recrues nouvelles, à l'intérieur de la fonction publique comme à l'extérieur, au sein justement des nouveaux appareils générés par la « fonctionnalisation rationnelle » de la société : cadres et spécialistes permanents de l'enseignement, de l'éducation populaire, de la recherche socio-économique, des corps intermédiaires autres que ceux du milieu des affaires, du développement régional et bientôt, des affaires sociales.

Conséquemment, les réalignements sociaux se reflètent sur la scène politique : l'alliance nationale réalisée pour liquider la société traditionnelle canadienne-française et relancer le Québec s'effritera. Comme Dumont et Falardeau l'ont pressenti, aussitôt amorcée la course de notre société vers le capitalisme de la seconde génération, les éléments progressistes et conservateurs correspondant au nouvel ordre établi ont chacun regagné leurs baricades.

Attribuant sa défaite de soixante-six aux réformes trop agressivement lancées par la grande technocratie, le parti libéral jugera bon de purger ses rangs de la base au sommet, comptant avant tout, désormais, sur des gens « pratiques » et terre-à-terre venus de l'entreprise privée pour meubler son

75. CLIFT et DAIGNEAULT, « L'Élite bourgeoise prendra-t-elle ses responsabilités sociales », *Commerce*, novembre 1964, pp. 32-37.

organisation.⁷⁶ Revendiquant de l'autre côté la traditionnelle adéquation des intérêts nationaux anti-anglais, anti-fédéraux, et la lutte au capitalisme sauvage, les tenants de l'idéologie cybernétiste tendront à graviter vers le Parti Québécois; quant aux rudiments traditionalistes ou réactionnaires épargnés par le raz-de-marée des années 60, et qui n'ont rejoint aucun des grands partis, ils flottent vers les formations de tierce importance, dont les cahotantes et souffreteuses évolutions balisent un désarroi certain.

Les jeux, pourtant, ne sont pas faits. D'un côté, on verra sourdre des régions excentriques et des comités de citoyens arc-boutés sur les quartiers les plus pauvres de nos villes un projet imparfait de société qui s'élève à la fois contre le capitalisme sauvage et le capitalisme cybernétique. D'un autre côté, avec l'arrivée consciente du Québec sur le terrain de la société industrielle, les technocrates positivistes d'Auguste Comte ne sont pas les seuls à sortir de l'ombre. On s'en souvient, n'est-ce pas ? En face, et de concert, il y a la voix des socialistes, du marxisme.

Rien ne va plus !

Mais si parfois le vent d'Europe Morte amène quelque écho d'autrefois, écoutez bien le bruit des mots qui passent sans se faire entendre : c'est la voix du Comte Henri de St-Simon qui murmure :

« Nos fils croiront avoir de l'imagination; ils n'auront que des réminiscences. »

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

76. Monsieur Paul Desrochers, organisateur en chef du parti, confiera au *Devoir* qu'il pouvait compter sur « 50 000 » gars prêts à passer à l'action au moindre signe. La plupart, continuait-il, appartenaient au milieu des affaires. Des gens sérieux. Dangereux personnage, comme on voit.